



Fausses promesses :

L'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA)



Table

Avant-propos	3
Résumé	4
1 L'essentiel en bref	7
1.1 Le retour de la Révolution Verte ?	8
1.2 Un bref historique de l'AGRA	9
1.3 Influence politique de l'AGRA	11
2 Études de cas : L'AGRA en Zambie, en Tanzanie, au Kenya et au Mali	14
2.1 Zambie : à qui profite la chaîne d'approvisionnement ?	14
2.2 Tanzanie : le piège de la dette	15
2.3 Kenya : des engrais synthétiques pour lutter contre la faim ?	16
2.4 Mali : réduction de la faim et résistance active à l'AGRA ?	17
3 L'AGRA dans le contexte plus large de la Révolution Verte : AGRA contre FISP	18
4 AGRA : objectifs et résultats	20
4.1 Objectif n°1 : soutien aux petit-e-s producteur-riche-s non atteint	20
4.2 Objectif n°2 : augmentation de la productivité non atteint	21
4.2.1 L'augmentation de la production est davantage liée à un accroissement des surfaces cultivées qu'à une intensification des cultures	22
4.2.2 Recul des aliments nutritifs	22
4.2.3 Régression de la production des aliments de base	23
4.3 Objectif n°3 : augmentation des revenus pour les petit-e-s producteur-riche-s et lutte contre la faim non atteint	26
4.4 Bilan de l'AGRA : les objectifs fixés n'ont pas été atteints	28
5 L'agroécologie comme alternative	29
6 Conclusions et recommandations	30
Annexes	32
Notes	36

Coordination de projet :

Lena Bassermann (INKOTA-netzwerk) und
Jan Urhahn (Rosa-Luxemburg-Stiftung)

Une grande partie des éléments de ce rapport s'appuie sur des recherches commandées à **Timothy A. Wise** de la Tufts University. Plus de détails se trouvent dans son document de travail intitulé «Failing Africa's Farmers : An Impact Assessment of the Alliance for a Green Revolution in Africa», Medford 2020, disponible sur : https://sites.tufts.edu/gdae/files/2020/07/20-01_Wise_FailureToYield.pdf.

Contributeur-rice-s : **Abdallah Mkindi** (TABIO), **Anne Maina** (BIBA), **Jan Urhahn** (Rosa-Luxemburg-Stiftung), **Josephine Koch** (Forum Umwelt und Entwicklung), **Lena Bassermann** (INKOTA-netzwerk), **Mamadou Goïta** (IRPAD), **Mutinta Nketani**, **Roman Herre** (FIAN Deutschland), **Stig Tanzmann** (Brot für die Welt) et **Timothy A. Wise** (Tufts-Universität) avec l'assistance documentaire de **Melissa Gordon** et **Rachel Gilbert**.

Nos remerciements à **Marita Wiggerthale** (Oxfam Allemagne) pour sa relecture critique.

Éditeur-rice-s :

Biodiversity and Biosafety Association of Kenya (BIBA) anciennement Kenya Biodiversity Coalition (KBioC)
SACDEP Training Centre
Upper Hill Road, Thika, Kenia
P. O. Box 6123-01000
Tél : +254 (0) 75 88 60 70 2
Courriel : info@kbioc.org
Site web : www.bibakenya.org

Brot für die Welt

Caroline-Michaelis-Str. 1, 10115 Berlin, Allemagne
Tél : +49 (0) 30 65 21 10
Courriel : kontakt@brot-fuer-die-welt.de
Site web : www.brot-fuer-die-welt.de

FIAN Allemagne

Gottesweg 104, 50939 Köln, Allemagne
Tél : +49 (0) 221 47 44 91 10
Courriel : info@fian.de
Site web : www.fian.de

Forum des ONG allemandes sur l'environnement et le développement

Marienstr. 19–20, 10117 Berlin, Allemagne
Tél : +49 (0) 30 67 81 77 59 20
Courriel : info@forumue.de
Site web : www.forumue.de

INKOTA-netzwerk e.V.

Chrysanthemenstraße 1–3, 10407 Berlin, Allemagne
Tél : + 49 (0) 30 42 08 20 20
Courriel : inkota@inkota.de
Site web : www.inkota.de

Institut de Recherche et de Promotion des Alternatives en Développement (IRPAD)

Hamdallaye ACI 2000, Zone Institut Marchoux

Rue Non Codifiée, Lot N° AG/6-011, 2729 Bamako, Mali
Tél : +223 (0) 20 23 89 20
Courriel : info@irpadafrique.org
Site web : www.irpadafrique.org

PELUM Zambia

New Wing, Luapula Suite 32, Mulungushi Conference Centre, Great East Road, Lusaka, Sambia
Tél : +260 (0) 21 12 93 07 4
Courriel : info@pelumzambia.org
Site web : www.pelumzambia.org

Rosa-Luxemburg-Stiftung Southern Africa

237 Jan Smuts Avenue, Johannesburg, 2193, Afrique du Sud
Tél : +27 (0)11 44 75 22 2
Courriel : info@rosalux.co.za
Site web : www.rosalux.co.za

Tanzania Alliance for Biodiversity (TABIO)

15th Floor, NSSF Mafao House, Ilala Boma P.O. Box 70089, Dar es Salaam, Tanzanie
Tél : +255 (0) 78 43 11 17 9
Courriel : tabiosecretariat@gmail.com
Site web : www.tabio.org

Tanzania Organic Agriculture Movement (TOAM)

15th Floor, NSSF Mafao House, Ilala Boma P.O. Box 70089, Dar es Salaam, Tanzanie
Tél : +255 (0) 75 46 18 48 4
Courriel : toam@kilimohai.org
Site web : www.kilimohai.org

Mentions légales

Fin de la rédaction : Juin 2020

Première relecture : Barbara Hime

Seconde relecture : Rowan Coupland, Gegensatz Translation Collective

Traduction (anglais > allemand) : Camilla Elle et Lisa Jeschke, Gegensatz Translation Collective

Traduction (allemand > français) : Mathilde Rosso et François Lacire, Gegensatz Translation Collective

Relecture de la version allemande : TEXT-ARBEIT, www.text-arbeit.net

Mise en page et illustrations : Anne Kemnitz, MediaService GmbH Druck und Kommunikation, www.mediaservice.de

Composition et impression : MediaService GmbH Druck und Kommunikation, www.mediaservice.de

Imprimé sur Circleoffset Premium White, 100% recyclé

La présente version est adaptée de la version anglaise originale, « False Promises. The Alliance for a Green Revolution in Africa », et contient des modifications mineures.

Bamako, Berlin, Cologne, Dar es Salaam, Johannesburg, Lusaka, Nairobi, juillet 2020

Responsabilité juridique du contenu : Jan Urhahn

Photo de première page : [flickr.com/worldbank/](https://www.flickr.com/photos/worldbank/) ; [flickr.com/ifpri](https://www.flickr.com/photos/ifpri/) (CC BY-NC-ND 2.0)



Photo: [flickr.com/Gustave Deghila](https://www.flickr.com/photos/Gustave_Deghila/) (CC BY-NC-ND 2.0)

Avant-propos

Depuis le début de l'année 2020, la pandémie de Covid-19 a placé le monde en état d'urgence. A la fin du mois de mai, environ 2,6 milliards de personnes dans le monde étaient confinées chez elle afin de ralentir la propagation du virus. Rapidement, force a été de constater que la pandémie accentuait les inégalités sociales, et que la crise et les mesures afférentes touchaient en premier lieu les plus marginalisés, notamment dans les Pays du Sud : sous l'effet des restrictions de sortie, des fermetures d'écoles, de la perte de revenus pour les travailleur-se-s journalier-e-s, et de la fermeture des frontières (qui empêche les travailleur-se-s migrant-e-s d'exercer leur activité), il-elle-s sont de plus en plus nombreux-ses à ne plus pouvoir subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Une crise alimentaire mondiale semble inévitable. Les perspectives sont catastrophiques : le Programme alimentaire mondial des Nations unies (World Food Programme, WFP) prévoit que le nombre de personnes en détresse alimentaire aiguë doublera d'ici la fin de l'année, passant de 135 millions à environ 270 millions.¹

Alors que la plupart des gouvernements a pour priorité de maintenir les supermarchés ouverts, les marchés locaux – qui, dans de nombreux pays du Sud, assurent une grande partie de l'approvisionnement alimentaire – demeurent fermés, et les routes d'accès bloquées. Dans au moins 33 pays africains, les mesures gouvernementales ont empêché les agriculteur-rice-s d'approvisionner les marchés, quand elles n'ont pas mis en péril la distribution des denrées alimentaires. Les personnes n'ayant pas les moyens d'acheter en supermarché ont ainsi beaucoup de mal à se procurer de la nourriture. Dans certains cas, les restrictions prolongées de la liberté de circuler contraignent les agriculteur-rice-s à abandonner leurs exploitations ou à vendre leur bétail pour compenser la perte de revenus, ce qui menace leurs moyens de subsistance sur le long terme.

La situation actuelle rappelle l'urgence d'un changement de paradigme agricole, et la nécessité de mettre en place un système alimentaire qui garantisse le droit à l'alimentation pour tous. Au lieu d'exploiter toujours plus la nature,

il conviendrait de privilégier les systèmes agroécologiques diversifiés qui concilient les facteurs économiques, écologiques et sociaux, et qui s'inscrivent dans le local. Les éditeur-rice-s considèrent qu'il est essentiel que les gouvernements du monde entier saisissent dans la pandémie actuelle l'occasion de comprendre, enfin, qu'une transformation fondamentale de nos systèmes agricole et alimentaire constitue un défi politique mondial pour vaincre la faim. Et c'est au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) que des solutions concertées devront voir le jour.

En décembre 2019, la présidente de l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (Alliance for a Green Revolution in Africa, AGRA), Agnes Kalibata, a été nommée Envoyée spéciale au Sommet des systèmes alimentaires 2021 par le Secrétaire Général des Nations unies, António Guterres.² La lettre officielle de nomination semble partir du principe que l'AGRA « assurera la sécurité alimentaire et la prospérité de l'Afrique grâce à une croissance agricole rapide, inclusive et durable qui améliorera la productivité et la condition de millions de petit-e-s producteur-rice-s en Afrique ».³ Ce ne sont là que quelques-unes des nombreuses promesses faites par l'AGRA.

Dans une prise de position publiée pendant la crise de Covid-19, l'AGRA appelle les gouvernements africains à maintenir les systèmes actuels de production agricole, notamment la fourniture de semences hybrides commerciales et d'engrais synthétiques, qui doit se poursuivre, selon l'AGRA, malgré les restrictions et couvre-feux. Le document ne précise pas comment les marchés locaux – notamment les systèmes alimentaires de proximité et les modèles de production alternatifs tels que l'agroécologie – pourraient être renforcés pour contrer la crise.⁴ Ainsi l'AGRA continue-t-elle à promouvoir son système agricole unidimensionnel, fondé sur un modèle intensif en termes d'intrants et de ressources, et dont les chaînes logistiques mondiales ont déjà rendu de nombreux petit-e-s producteur-rice-s dépendant-e-s d'un approvisionnement extérieur en semences hybrides ; ceci au détriment, entre autres, de la stimulation des cultures locales et de la multiplication de semences.

La faim touche avant tout les plus pauvres et les plus vulnérables. On peut toutefois se demander si ces populations, dont le droit à l'alimentation est le plus sérieusement menacé, seront réellement entendues lors du Sommet mondial de l'alimentation de 2021. Dans sa première déclaration comme Envoyée spéciale, Kalibata n'a pas eu un mot pour la société civile et les groupes sociaux les plus marginalisés – un silence qui vient redoubler une discrimination ancienne.⁵ Il importe désormais de mener un examen approfondi des mesures prises par l'AGRA depuis 2006. La présente étude entend faire la lumière sur les engagements non tenus de l'AGRA, ainsi que sur certaines lacunes fondamentales du modèle de développement de la Révolution Verte sur le continent africain.



Les pesticides sont désormais présents sur tout le continent africain. Dans le même temps, la faim augmente.

Photo: FIAN Deutschland

L'essentiel en bref

En 2006, la Fondation Bill et Melinda Gates et la Fondation Rockefeller lançaient l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA). A les croire, les semences commerciales à haut rendement et autres engrais et pesticides synthétiques allaient permettre à l'Afrique de faire sa propre révolution agricole, entraînant une réduction de la faim et la pauvreté. L'AGRA finance divers projets et plaide auprès des gouvernements africains pour l'adoption des changements structurels qui enclencheraient une Révolution Verte en Afrique. La stratégie actuelle de l'AGRA, valable pour la période de 2017-2021, place au premier plan de son action « la politique et l'influence » : il s'agit de promouvoir des mesures permettant l'introduction d'intrants agricoles tels que les engrais synthétiques, les semences hybrides et les pesticides. En même temps, les approches alternatives, telles que l'agroécologie, restent demeurent négligées, tant sur le plan financier que politique.

Depuis sa création, l'AGRA a reçu près d'un milliard de dollars US de contributions, dont la majeure partie provient de la Fondation Bill et Melinda Gates. D'importantes subventions ont également été accordées par les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres pays, parmi lesquels l'Allemagne. L'AGRA a distribué plus de 500 millions de dollars de subventions pour promouvoir sa vision de la « modernisation » de l'agriculture africaine. En outre, les gouvernements africains ont soutenu les objectifs de l'AGRA par le biais de programmes de subvention des intrants agricoles (Farm Input Subsidy Programmes, FISP) ; cet énorme financement public devait permettre aux agriculteur-riche-s d'acheter les semences – essentiellement hybrides – et les engrais synthétiques recommandés par l'AGRA. Les subventions publiques en faveur des petit-e-s producteur-riche-s sont donc une incitation directe à l'introduction du bouquet technologique de la

Révolution Verte, dans sa version AGRA. Les FISP ont été mis en place à une échelle significative dans dix des treize pays cibles*. Sous l'égide de l'ancien Secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, les promesses initiales de l'AGRA étaient de doubler les revenus de 20 millions de ménages de petit-e-s exploitant-e-s d'ici 2020, et de réduire de moitié l'insécurité alimentaire dans 20 pays grâce à des gains de productivité.⁶ Au fil du temps, l'AGRA a modifié à plusieurs reprises les objectifs qu'elle s'était elle-même fixés : jusqu'à récemment, il était question de « doubler le rendement et le revenu de 30 millions de petits ménages agricoles d'ici 2020 »⁷. Notons que l'AGRA a supprimé ces objectifs de son propre site web, en juin 2020, sans donner de raison⁸. 14 ans après la création de l'Alliance, le délai que celle-ci s'était fixé pour réaliser ses objectifs est désormais atteint. La révolution annoncée a-t-elle eu lieu ?

Malgré les énormes moyens financiers, provenant en partie de l'argent des contribuables, déployés sous forme de fonds publics dédiés à la promotion de ses programmes, l'AGRA n'a jamais publiquement rendu de comptes. L'Alliance n'a pas publié d'évaluation globale de ses programmes, ni fourni d'estimations fiables du nombre de petits ménages agricoles bénéficiaires, ni fait état d'éventuels progrès en termes de rendements, de revenu net et de sécurité alimentaire. On attend toujours une évaluation transparente de la mesure dans laquelle les objectifs fixés ont été atteints. La Fondation Bill et Melinda Gates, en tant que principal donateur, n'a pas non plus publié de rapport significatif sur la réalisation des objectifs de l'AGRA. Ce manque de transparence et de suivi est étonnant pour un programme qui a influencé la politique agricole dans les pays ciblés, en encourageant l'agriculture à forte intensité d'intrants depuis de nombreuses années.⁹ Même la demande des chercheurs de la Tufts University

(Massachusetts/USA) est restée lettre morte : l'AGRA n'a fourni aucune donnée provenant d'une documentation interne ou d'un processus d'évaluation.

Pour remédier au manque de données officielles de l'AGRA, le présent rapport s'est fixé deux objectifs principaux. Premièrement, aider à combler le manque de transparence de l'AGRA, et deuxièmement, vérifier si celle-ci a atteint les buts qu'elle avait elle-même définis. A cette fin, des informations publiques ont été évaluées et des recherches originales ont été menées. D'autre part, le rapport tient à expliquer en détail pourquoi l'approche AGRA n'est pas adaptée à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies (Sustainable Development Goals, SDGs) – en particulier le deuxième objectif : l'éradication de la faim.

Une grande partie de l'analyse contenue dans ce rapport se fonde sur une étude commandée par la Rosa-Luxemburg-Stiftung, pour laquelle des chercheur-se-s de la Tufts University ont examiné la production agricole, les rendements et les zones cultivées pour les principales cultures vivrières dans les 13 principaux pays cibles de l'AGRA, données nationales à l'appui. Cette étude a permis d'évaluer dans quelle mesure les programmes AGRA ont effectivement conduit à des augmentations significatives de la productivité. Les chercheur-se-s ont également analysé les données sur la pauvreté et la faim dans les 13 pays en question, afin de déterminer si les revenus de 30 millions de ménages agricoles ont, comme promis, doublé, et l'évolution de la situation de la faim dans la région par rapport à la période précédant l'intervention de l'AGRA. En outre, quatre études de cas sur le Mali, le Kenya, la Tanzanie et la Zambie ont été commandées pour obtenir des informations spécifiques par pays, et pour illustrer l'influence de l'AGRA non seulement en termes de politique agricole, mais aussi de production et de pratiques locales.

Les chercheur-se-s de la Tufts University n'ont trouvé aucune preuve d'une augmentation significative de la productivité agricole, des revenus ou de la sécurité alimentaire pour les populations des 13 pays cibles. Les données montrent plutôt que le modèle AGRA de la Révolution Verte a échoué :

– Il existe peu de preuves d'une progression majeure des revenus ou d'une amélioration de la sécurité alimentaire des petit-e-s producteur-riche-s dans les régions concernées par l'action de l'AGRA. Le nombre de personnes en grande détresse alimentaire a même augmenté de 30 % dans les pays cibles, pour atteindre 130 millions de personnes depuis le début de l'ère AGRA.

– Rien n'indique que la productivité ait augmenté de manière significative. Pour l'ensemble des aliments de base, les rendements dans les pays cibles n'ont augmenté en moyenne que de 18 % en douze ans. Cela correspond à un taux de croissance annuel moyen de 1,5 % – et se

situe donc à un niveau presque identique à celui de l'ère pré-AGRA. Au cours des douze années précédant l'intervention de l'AGRA, la croissance de la productivité a été de 17 %. La croissance de la productivité a ralenti dans huit des 13 pays cibles, tandis que les rendements ont diminué dans trois pays. De quoi jeter un sérieux doute sur l'idée selon laquelle l'action de l'AGRA contribuerait à la croissance des revenus. Bien que les programmes de la Révolution Verte encouragent fortement la culture du maïs, le rendement de celle-ci n'a augmenté que de 29 %, loin des 100 % d'augmentation visés par l'AGRA.

– Dans les cas, comme en Zambie, où la production alimentaire de base a fortement augmenté, la pauvreté et la faim en milieu rural n'ont que très peu fléchi. La production de maïs y a progressé de plus de 150 %, mais principalement en raison de l'augmentation des surfaces cultivées. Et, de ces « progrès », les petit-e-s producteur-riche-s ne bénéficient pas : la pauvreté et la faim se maintiennent à des niveaux alarmants.

– Dans les pays où les incitations de l'AGRA ont favorisé la culture du maïs, réduisant la part de plantes plus nourissantes et mieux résistantes au climat (comme le millet et le sorgho), l'offre de produits alimentaires diversifiés pour les petit-e-s producteur-riche-s s'est détériorée. Alors que les agriculteur-riche-s avaient l'habitude d'échanger facilement et gratuitement les semences de ces cultures traditionnelles, il leur faut désormais déboursier beaucoup d'argent pour les cultures commerciales « prioritaires », comme le maïs.

– Un grand nombre de données illustre l'impact environnemental négatif de l'approche AGRA.¹⁰ Citons par exemple l'acidification des sols due aux monocultures et à l'utilisation d'engrais synthétiques. L'augmentation de la production dans les pays cibles repose en grande partie sur l'expansion des terres agricoles. La forte consommation de terres et la promotion de l'utilisation d'engrais synthétiques, dont la production est gourmande en énergie, entraînent toutes des émissions élevées de gaz à effet de serre, ce qui aggrave les conséquences du changement climatique et complique l'adaptation des agriculteur-riche-s à ses effets.

En outre, les analyses approfondies des quatre études de cas sur le Mali, le Kenya, la Tanzanie et la Zambie, ainsi qu'une étude sur le Rwanda, fournissent des indications supplémentaires sur la manière dont l'approche AGRA non seulement ne produit pas les effets souhaités, mais aggrave la situation des petit-e-s producteur-riche-s. En Tanzanie, des cas concrets montrent comment l'intervention de l'AGRA tend à accroître la dépendance au marché, et pousse les petit-e-s producteur-riche-s à s'endetter. **Ainsi, lorsque les prix du maïs étaient bas après la récolte, de nombreux agriculteur-riche-s n'ont pu que difficilement rembourser leurs dettes, en raison des coûts élevés d'investissement dans les intrants.** Dans certains cas, il-elle-s ont dû vendre leur bétail pour rembourser leurs

* Éthiopie, Burkina Faso, Ghana, Kenya, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Tanzanie et Zambie (le Niger et la Zambie ont été retirés du programme, la Zambie est en passe de le réintégrer)

dettes. **Les projets AGRA en Zambie ont également entraîné l'endettement des petit-e-s exploitant-e-s agricoles.** Certain-e-s ont témoigné qu'à l'issue de la première récolte, il-elle-s n'étaient déjà plus en mesure de rembourser les prêts engagés pour l'achat d'engrais et de semences synthétiques.

Les projets de l'AGRA ne donnent pas aux petit-e-s producteur-riche-s la liberté de choisir ce qu'ils cultivent ni comment. En Tanzanie, par exemple, les agriculteur-riche-s ne sont éligibles au soutien de l'AGRA qu'à la condition de ne pas faire de cultures mixtes. Chaque culture doit être cultivée sur un champ séparé, ce qui augmente les coûts de production et réduit globalement la diversité des cultures. Au Rwanda, les petit-e-s producteur-riche-s ont été condamné-e-s à des amendes lorsqu'ils ne cultivaient pas le maïs ou d'autres cultures autorisées. Les petit-e-s producteur-riche-s ont également été contraint-e-s d'utiliser des engrais synthétiques fortement subventionnés. Autre exemple : au Kenya, les agriculteur-riche-s ne peuvent choisir ni les semences de maïs qu'ils reçoivent, ni les engrais ou pesticides synthétiques qu'ils appliquent. Comme l'ont montré nos entretiens avec les petit-e-s producteur-riche-s, les responsables des projets AGRA partent du principe que les négociants en produits agrochimiques prennent les « meilleures » décisions pour les petit-e-s producteur-riche-s, menaçant ainsi leur droit à l'autodétermination et à la souveraineté alimentaire.

L'approche AGRA conduit également les petit-e-s producteur-riche-s à réduire la culture des aliments traditionnels et à ne cultiver qu'un nombre restreint de plantes jugées utiles. **Il en résulte non seulement un déclin des cultures vivrières riches en nutriments et résistantes au climat, mais aussi la suppression des systèmes semenciers rentables, sûrs et efficaces.** Au Rwanda, par exemple, le sorgho, maïs aussi la patate douce et d'autres racines et tubercules, étaient les principales cultures vivrières avant l'arrivée de l'AGRA. Les statistiques pour les 13 principaux pays cibles montrent que la production de millet a diminué de 24 % sous l'ère AGRA. Dans l'ensemble, les cultures de racines et de tubercules ont enregistré une baisse de rendement de 7 %. Les arachides, une importante source de protéines dans de nombreux pays, ont connu une baisse de rendement alarmante de 23 %.

Les scientifiques et les décideurs politiques du monde entier prennent progressivement conscience des limites des modèles intensifs, notamment dans le cadre de la lutte contre le changement climatique et ses conséquences. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a récemment documenté l'impact de l'agriculture industrielle sur le changement climatique et a appelé à des changements profonds pour à la fois atténuer les dommages causés aux petit-e-s producteur-riche-s, et

les aider à s'adapter.¹¹ La plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services, IPBES) est plus explicite encore, dénonçant l'agriculture industrielle comme l'une des principales causes de la destruction de la nature. Selon l'IPBES, l'intensification de l'agriculture entraîne une accélération de la pollution des sols et de l'eau.¹²

Devant le constat d'un échec de l'AGRA, il est temps que les gouvernements du Nord et ceux du continent africain changent de cap. **Les éditeur-riche-s recommandent :**

– **aux gouvernements donateurs du Nord :** l'arrêt du soutien financier et politique à l'AGRA et la conversion de ses dotations financières en programmes de soutien aux petit-e-s producteur-riche-s, notamment en direction des femmes et des jeunes. La promotion accrue de méthodes agricoles adaptées au climat et écologiquement durables, comme l'agroécologie. L'agroécologie est de plus en plus reconnue et soutenue par le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (Committee on World Food Security, CFS), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Food and Agriculture Organization of the United Nations, FAO) et d'autres institutions gouvernementales internationales donatrices dans le monde entier.

– L'arrêt du financement, actuel et projeté, de l'AGRA **par le gouvernement allemand**, et une réorientation de son soutien politique et financier vers une production alimentaire à petite échelle, résistante aux aléas climatiques et fondée sur l'agroécologie.

– Le retrait **des gouvernements africains** du programme AGRA et des autres programmes de la Révolution Verte, y compris les programmes de subvention des intrants. Il faudrait plutôt mettre en place des programmes de développement agricole qui répondent aux besoins des petit-e-s producteur-riche-s, qui contribuent à faire reculer contre la faim et la malnutrition, et qui sont résilients devant les effets du changement climatique.

– **D'une manière générale**, tous les gouvernements du monde devraient mettre en œuvre les obligations découlant du Droit à l'alimentation et d'autres accords internationaux, en particulier les « Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers » (Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure, VGGT), la Déclaration des Nations unies sur les Droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales (UN Declaration on the Rights of Peasants and Other People Working in Rural Areas, UNDROP) et le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture, ITPGRFA, également connu sous le nom de Traité sur les droits des agriculteur-riche-s ou Traité sur les semences).

1 L'AGRA : une vue d'ensemble

Voilà des décennies que des voix, toujours plus nombreuses, s'élèvent contre les pratiques agricoles intensives et industrielles.¹³ Les dommages climatiques, la pollution de l'environnement et les processus de concentration tout au long de la chaîne d'approvisionnement agricole, ainsi que la menace qui pèse sur les moyens de subsistance des agriculteur-riche-s ne sont que quelques-uns des points de contestation. En dépit de cela, un grand nombre de fondations, organisations de donateurs du Nord, groupes de pression et de gouvernements s'appuient constamment sur des programmes principalement axés sur la technologie pour augmenter la production agricole. L'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA) est devenue le symbole de la montée en puissance de ces programmes et discours.

En se basant sur des données accessibles au public, ce rapport tente de combler le manque de transparence de l'AGRA, tout en remettant en question le discours propagé par l'AGRA et le modèle de développement désastreux de la Révolution Verte. L'AGRA n'a fourni aucune donnée provenant d'évaluations internes aux chercheurs de Tufts. Afin de pouvoir évaluer la « Révolution Verte » en termes de productivité agricole malgré ce manque de données, les scientifiques ont basé leur analyse sur des données nationales concernant la production, le rendement et les zones principales de cultures vivrières dans les 13 principaux pays ciblés par l'AGRA. Les données disponibles sur la pauvreté, la faim et la malnutrition ont été examinées pour vérifier si les revenus des ménages de petit-e-s producteur-riche-s ont augmenté et si leur sécurité alimentaire s'est améliorée. En complément de ces analyses, quatre études de cas ont été commandées pour documenter l'impact de l'AGRA au Mali, au Kenya, en Tanzanie et en Zambie.

Après 14 ans, les délais fixés par l'AGRA expirent en 2020 et 2021.¹⁴ La question se pose : qu'est-ce qui a été promis et qu'est-ce qui a été réalisé ?

Au cours de cette période, l'AGRA a reçu des contributions de près d'un milliard de dollars US, et a distribué pour environ 524 millions de dollars US de subventions, principalement dans les 13 principaux pays cibles.¹⁵ On ne sait pas clairement ce qui est advenu des quelque 500 millions de dollars restants. Contrairement à la plupart des organisations non gouvernementales (ONG), l'AGRA ne rend guère compte de l'argent dépensé. En Allemagne, chaque ONG qui souhaite recevoir le sceau de l'Institut central pour les questions sociales (Deutschen Zentralinstituts für soziale Fragen, DZI) doit fournir des comptes détaillés et transparents sur l'utilisation de ses fonds. Selon les critères du sceau d'approbation des dons du DZI, les organisations peuvent consacrer au maximum 30 % de leur budget total à l'administration. Le Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (Bundesministerium für

wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, BMZ), par exemple, se réfère au sceau pour déterminer l'éligibilité d'une ONG à un financement public.¹⁶

L'AGRA n'a pas publié d'évaluation globale du nombre de ménages de petit-e-s exploitant-e-s agricoles bénéficiaires de ses programmes, et des éventuelles améliorations de leurs rendements agricoles, de leurs revenus ou de leur sécurité alimentaire. Les rapports réguliers de l'AGRA ne font que mettre en évidence la réalisation d'objectifs intermédiaires individuels, tels que le nombre de nouvelles variétés de semences commerciales introduites, la quantité de semences produites localement (par poids, en tonnes) ou le nombre d'agriculteur-riche-s formé-e-s aux « nouvelles » pratiques agricoles.¹⁷ La Fondation Bill et Melinda Gates n'a pas non plus publié d'évaluation complète de l'impact de l'AGRA¹⁸ – une illustration des pratiques très opaques des fondations philanthropiques privées aux États-Unis. Ce manque de transparence est une omission grave pour un programme aussi gourmand en ressources et qui, par son approche très spécifique, unilatérale et lacunaire de la Révolution Verte, a considérablement impacté les politiques agricoles dans les 13 pays concernés.¹⁹

La faim et la pauvreté peuvent-elles

être vaincues par la seule augmentation

de la productivité ?

L'AGRA adopte une approche technique dans la lutte contre la faim et la pauvreté. L'augmentation de la productivité doit permettre, d'une part, de produire davantage de denrées alimentaires et, d'autre part, d'accroître les revenus des petit-e-s producteur-riche-s. Une telle approche ne va pas assez loin. D'une part, les programmes AGRA n'ont pas encore permis d'atteindre les taux de croissance prévus et, d'autre part, on produit déjà théoriquement assez pour nourrir tous les habitants de la planète. Les vrais problèmes résident dans la distribution, l'accès aux ressources naturelles et la concurrence pour leur exploitation (comme l'illustre l'utilisation des terres arables pour la culture d'agrocultures ou de fourrage au détriment de denrées alimentaires) ; ils résultent de rapports de pouvoir inégaux et de la discrimination à l'égard des petit-e-s producteur-riche-s. Dans le même temps, le modèle de l'agriculture industrielle, avec son importante consommation de ressources énergivores, est non seulement non durable en raison de son impact catastrophique sur la biodiversité et la fertilité des sols, mais il contribue également de manière significative à l'aggravation du changement climatique par ses fortes émissions de gaz à effet de serre et l'utilisation d'engrais de synthèse.²⁰



1.1 Le retour de la Révolution Verte ?

L'AGRA a été créée en 2006 par la Fondation Bill et Melinda Gates et la Fondation Rockefeller afin d'appliquer à l'Afrique un modèle d'agriculture intensive, dont le but est la maximisation des rendements, et qui, lors de la première Révolution Verte au début des années 60, avait déjà échoué dans une grande partie de l'Asie et de l'Amérique latine. Malgré cela, les fondateurs-rice-s de l'AGRA objectent que les semences et technologies actuelles ont connu des progrès scientifiques majeurs, et promettent à l'Afrique une Révolution Verte adaptée aux spécificités écologiques et climatiques du continent. En réalité, si les technologies ont évolué, l'approche unilatérale reste la même : encourager l'introduction de nouvelles variétés de semences à haut rendement qui réclament un traitement excessif en engrais et pesticides synthétiques nocifs.

Les produits en question sont fournis, entre autres, par des entreprises agroalimentaires telles que Bayer (nouvelle maison-mère de Monsanto), BASF, Corteva Agriscience (issue d'une fusion entre Dow et DuPont), OCP Group (anciennement Office Chérifien des Phosphates), Yara et Cargill. L'AGRA et la Fondation Bill et Melinda Gates ont de nombreux liens, notamment financiers, avec ces firmes.²¹

Les objectifs de l'AGRA sont ambitieux, mais en partie mal définis. Initialement, il s'agissait de doubler le revenu de 20 millions de petits ménages agricoles par des gains de productivité.²² En 2015, l'Alliance a annoncé son intention de doubler la productivité et les revenus de 30 millions de ménages de petit-e-s exploitant-e-s d'ici 2020 (neuf millions directement, 21 millions indirectement).²³ En 2016 encore, l'AGRA promettait de réduire de moitié l'insécurité alimentaire dans 20 pays d'ici 2020.²⁴ Mais le document stratégique de l'AGRA pour la période 2017 à 2021 est plus modeste : il ne mentionne qu'une « contribution » au doublement des rendements et revenus de 30 millions d'agriculteur-rice-s.²⁵ Selon d'autres documents encore, il s'agirait seulement d'« augmenter » les rendements et les revenus des petit-e-s producteur-rice-s. En outre, la réalisation de ces objectifs a été reportée de 2020 à 2021. Le présent rapport évalue l'AGRA sur la base de ses objectifs déclarés de 2015, qui figuraient encore sur le site web de l'Alliance jusqu'à récemment²⁶ : doubler la productivité et le revenu de 30 millions de ménages de petit-e-s exploitant-e-s. Notons que l'AGRA a justement supprimé la mention de ces objectifs de son site en juin 2020, sans aucune forme d'explication.

L'AGRA a d'abord déployé ses activités dans 18 pays, puis sur 13. En coopération avec les gouvernements des pays ciblés, l'Alliance s'est efforcée d'accélérer le développement de semences commerciales à haut rendement et de propager massivement des semences essentiellement hybrides, des engrais synthétiques et des pesticides auprès des petit-e-s producteur-rice-s grâce à la mise en place de réseaux de négociants en produits agrochimiques. L'AGRA

a également fait pression sur les gouvernements africains impliqués dans ses programmes pour la mise en œuvre des réformes structurelles susceptibles de favoriser l'introduction des technologies liées à la Révolution Verte.

Cependant, l'AGRA a toujours été contestée par les organisations d'agriculteur-rice-s du continent africain. Beaucoup ont mis en garde contre l'introduction de technologies de la Révolution Verte inadaptées aux terres, aux besoins des petit-e-s producteur-rice-s et aux systèmes alimentaires de leurs régions. Certaines d'entre elles se sont plaintes du rôle mineur accordé aux agriculteur-rice-s dans la planification des mesures AGRA.²⁷ D'autres ont souligné les conséquences désastreuses de la première Révolution Verte, telles que la contamination de l'eau par les produits chimiques ou l'endettement croissant des petit-e-s producteur-rice-s lié aux investissements élevés et aux baisses de rendement ultérieures. Le paysage bientôt dominé par une poignée de cultures spécifiquement promues, des craintes sont très vite apparues quant au déclin de la diversité des cultures et des aliments riches en nutriments. Parmi les autres préoccupations figure la perte de souveraineté alimentaire et de liberté de choix des communautés agricoles et de pays entiers, car les grandes entreprises agricoles – soutenues par de nouvelles réglementations gouvernementales garantissant leur accès au marché – ont étendu leur emprise sur les marchés locaux.



Biodiversité et culture mixte dans les champs : impossible avec l'AGRA. Les projets de l'AGRA se focalisent essentiellement sur la monoculture.

Photo: flickr.com/floeschen (CC BY-NC-ND 2.0)

La première Révolution Verte

L'adoption de certaines technologies de la Révolution Verte a toujours suscité des controverses, notamment le recours à des semences hybrides ou à des engrais synthétiques, déjà utilisés en Asie, en Amérique latine et, dans une moindre mesure, en Afrique. Les chercheurs critiquent le caractère non durable du bouquet technologique, qui entraîne une baisse à long terme de la fertilité des sols, pollue les réserves d'eau souterraines, et appauvrit de nombreux-petit-e-s producteur-rice-s qui ne sont pas en mesure d'augmenter suffisamment le rendement de leurs cultures ou leurs bénéfices compte tenu des coûts élevés des pratiques agricoles à forte intensité d'intrants.²⁸ La première Révolution Verte, initiée dans les années 1960, a également été accusée d'être un outil au service de la stratégie géopolitique des États-Unis. Plusieurs historiens ont récemment enquêté sur les mythes et réalités de la première Révolution Verte.²⁹ Les rapports basés principalement sur des données collectées en Inde montrent que les rendements de blé et de riz n'ont pas connu de nette augmentation suite à l'introduction des mesures de la Révolution Verte. Par conséquent, l'affirmation selon laquelle « des millions de vies ont été sauvées [par la mise en œuvre de la première Révolution Verte] » est remise en cause ; certains historiens suggèrent que le nouveau bouquet technologique de la Révolution Verte n'a peut-être eu qu'un impact à court terme, et à peine perceptible, sur la réduction de la faim en Inde. Il est également prouvé que ni les semences à haut rendement ni les engrais synthétiques n'ont été les principaux facteurs à l'origine des augmentations de rendement observées chez les agriculteur-rice-s indien-ne-s. Selon des études récentes, il faut imputer ces progrès à l'amélioration des systèmes d'irrigation, qui ont été considérablement développés par le gouvernement indien et d'autres donateurs. Cependant, la pollution environnementale à long terme, notamment la contamination de l'eau par les engrais, a eu de graves conséquences pour les agriculteur-rice-s et les paysages indiens. Même les partisans de longue date de la Révolution Verte reconnaissent les dommages causés.³⁰

L'irrigation est un sujet négligé par la campagne actuelle de l'AGRA pour la mise en œuvre de la Révolution Verte en Afrique. Or un bon système d'irrigation augmenterait la production agricole sans qu'il soit nécessaire d'utiliser des semences hybrides commerciales et des engrais synthétiques.

Depuis la création de l'AGRA, les scientifiques et décideurs politiques ont pris conscience des limites des systèmes agricoles intensifs, en particulier s'agissant du changement climatique, de l'adaptation à ses conséquences, et de la protection de la biodiversité. L'éminent rapport « L'agriculture à la croisée des chemins », également connu sous le nom de Rapport sur l'agriculture mondiale,³¹ publié en 2009, a montré que l'agriculture industrielle était mal adaptée aux conditions climatiques, aux sols, et aux besoins des populations et des pays du Sud : le « business-as-usual » n'est plus une option.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a récemment documenté la part des émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture industrielle dans la crise climatique, et a appelé à des changements profonds pour à la fois réduire les effets du changement climatique et faciliter l'adaptation des

petit-e-s producteur-rice-s à ses conséquences.³² En 2019, le groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a publié une analyse qui précise le rôle que pourrait jouer l'agriculture agroécologique dans la sécurité alimentaire et le développement durable à long terme.³³ L'ancien directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Food and Agriculture Organization of the United Nations, FAO), José Graziano da Silva, a ainsi déclaré :

« Il nous faut transformer radicalement la façon dont nous produisons et consommons. Nous devons promouvoir des systèmes alimentaires durables qui produisent des aliments sains et nourrissants, en harmonie avec l'environnement. L'agroécologie peut y contribuer de manière significative. »³⁴

1.2 Bref historique de l'AGRA

La création de l'AGRA en 2006 a coïncidé avec l'explosion des prix des denrées alimentaires sur les marchés internationaux qui a affecté une grande partie du continent africain. Des « émeutes de la faim » ont éclaté dans 20 pays africains. Certains pays exportateurs ont dû limiter

leurs exportations pour assurer leur sécurité alimentaire intérieure, et de nombreux pays importateurs n'avaient pas les moyens d'acheter certains produits alimentaires de base sur les marchés internationaux. En conséquence, le prix du maïs a doublé, et celui du riz a triplé.

Coopération entre la Fondation

Bill et Melinda Gates et le ministère

allemand du Développement

En 2016, le Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, BMZ) a signé un accord de coopération avec la Fondation Bill et Melinda Gates, intensifiant de fait leur collaboration. Le protocole d'accord porte essentiellement sur le développement économique du continent africain. Le chapitre sur l'agriculture a pour principaux objets, l'intégration des petit-e-s producteur-rice-s dans les chaînes de valeur traditionnelles et l'augmentation de la production agricole. Aucune mention n'est faite du droit à l'alimentation et des droits humains en général. Pourtant, le BMZ affirme régulièrement conditionner l'aide allemande au développement au respect des Droits de l'Homme.³⁵

La Fondation Bill et Melinda Gates encourage activement, entre autres choses, la génétisation de l'agriculture. Le programme WEMA (« Water-efficient Maize for Africa »), mis en œuvre par Monsanto (aujourd'hui Bayer) dans cinq pays africains, vise notamment à introduire un maïs génétiquement modifié résistant à la sécheresse. Exemple parmi d'autres, le gouvernement du Mozambique a été invité à assouplir ses lois, autrefois très strictes, sur la manipulation génétique. Il convient toutefois de souligner que la politique allemande de coopération au développement a jusqu'à présent exclu la promotion de modifications génétiques.

Les anciens pays africains exportateurs nets de denrées alimentaires, qui sont devenus importateurs de denrées alimentaires à partir du milieu des années 1970, ont été le plus durement touchés :³⁶ dans les années 1980, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et d'autres donateurs internationaux ont forcé ces pays, par le biais des programmes d'ajustement structurel (PAS), à réduire les investissements dans leurs propres systèmes agricoles, et à importer des aliments disponibles à peu de frais sur les marchés internationaux, dont une partie provenait de la production excédentaire fortement subventionnée du Nord. Dans un contexte de hausse des prix des denrées alimentaires, cette stratégie s'est révélée dangereuse. De nombreux gouvernements du Sud global ont reconnu la nécessité d'accroître leur autonomie alimentaire et, en conséquence, ont recommencé à investir massivement dans les petites exploitations, qui produisent

encore la plupart des aliments dans ces pays et, paradoxalement, sont toujours parmi les plus touchées par la faim et la malnutrition. Même les principaux donateurs de la coopération au développement et les organisations internationales ont maintenant compris l'intérêt des pays du Sud à investir de nouveau dans leur secteur agricole et l'agriculture à petite échelle.³⁷

Les gouvernements africains s'étaient déjà engagés dans cette voie avant le début de la hausse des prix. En 2003, ils lançaient le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA), dans lequel les signataires s'engageaient à allouer chaque année 10 % de leur budget national au secteur agricole.³⁸ En 2006, il fut décidé d'augmenter l'utilisation d'engrais synthétiques à au moins 50 kilogrammes par hectare dans tous les pays signataires – une augmentation significative par rapport aux niveaux actuels, et un pas décisif vers la réalisation du modèle de la Révolution Verte, selon la déclaration de l'époque.³⁹

Les programmes et pays cibles ont changé au cours des quatorze dernières années d'existence de l'AGRA. Pendant les neuf premières années, entre 2006 et 2015, l'AGRA a fourni une aide financière à des partenaires gouvernementaux, non gouvernementaux et privés, dans le cadre de trois programmes principaux, dont le Programme pour les systèmes semenciers en Afrique (Programme for Africa's Seed Systems, PASS), qui œuvre pour le développement et l'utilisation de semences commerciales ; le programme de santé des sols (Soil Health Programme, SHP), qui encourage l'utilisation d'engrais synthétiques et d'autres pratiques de gestion des sols ; et le programme d'accès aux marchés (Market Access Programme, MAP), qui vise à intégrer les petit-e-s producteur-rice-s au circuit des intrants et aux marchés. En 2016, l'AGRA a lancé l'initiative du Partenariat pour une transformation agricole inclusive en Afrique (Partnership for Inclusive Agricultural Transformation in Africa, PIATA), aux objectifs similaires.⁴⁰

Depuis sa création, l'AGRA s'est concentrée sur 13 pays prioritaires (bien qu'elle ne soit actuellement active que dans 11 pays), qui font donc l'objet du présent rapport : Éthiopie, Burkina Faso, Ghana, Kenya, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Nigeria, Rwanda, Zambie, Tanzanie et Ouganda (le Niger et la Zambie ont été retirés du programme, la Zambie est en passe de le réintégrer). Le soutien varie considérablement d'un pays à l'autre : le Ghana a été le premier bénéficiaire du programme jusqu'en 2018 (77 millions de dollars), suivi de la Tanzanie (74 millions de dollars) et du Mozambique (63 millions de dollars), tandis que des pays comme le Rwanda (10 millions de dollars) et la Zambie (12 millions de dollars) ont été beaucoup moins pourvus (voir la carte des pays de l'AGRA, p. 13).⁴¹

1.3 L'influence politique de l'AGRA

L'AGRA a toujours cherché à infléchir les politiques régionales et nationales pour substituer des semences commerciales aux semences de ferme. L'AGRA place d'ailleurs « la politique et l'influence » au premier plan de ses missions, ce qui signifie concrètement une conformation des cadres politiques locaux aux principes de la Révolution Verte estampillée AGRA, au détriment d'approches alternatives telles que l'agroécologie. Le lobbying de l'AGRA cible trois grands domaines :

– **La politique commerciale.** L'AGRA insiste sur « la création d'un cadre commun de critères et de normes de qualité pour les produits agricoles, susceptible d'ouvrir de nouveaux marchés aux petit-e-s producteur-rice-s ». L'objectif est d'élargir les marchés de vente internationaux afin d'intégrer les petit-e-s producteur-rice-s aux chaînes d'approvisionnement mondiales et de faciliter le commerce international des produits agricoles, ce qui, précisément, représente un danger pour ces petit-e-s producteur-rice-s. Depuis de nombreuses décennies, l'importation de denrées alimentaires bon marché (souvent fortement subventionnées) nuit fortement aux petit-e-s producteur-rice-s, car elle contribue à détruire leurs marchés locaux. Pour l'AGRA, il semble que ce soit là un phénomène négligeable.

– **Politique semencière.** Pour résumer les efforts de l'AGRA en matière de politique semencière, il suffit de se référer aux documents de l'Alliance. L'objectif déclaré est la mise en œuvre d'une « politique semencière fondée sur des réformes de la réglementation qui permettront l'investissement et la croissance des grands semenciers du secteur privé ». En outre, plusieurs pays, dont le Burkina Faso, le Ghana, le Nigeria et la Tanzanie, ont adopté, en coordination avec l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (African Regional Intellectual Property Organization, ARIPO), des réformes de leur politique semencière, afin d'aligner les pays africains sur la Convention de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (International Union for the Protection of New Varieties of Plants, UPOV) de 1991, qui garantit les « droits des cultivateurs » à de nouvelles variétés de semences.⁴² L'AGRA a également signé, en 2017, un protocole d'accord avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ; un partenariat qui implique la mise en conformité de la législation sur les semences avec les principes de l'UPOV-1991. Or ces normes sont souvent impossibles à respecter pour les petit-e-s producteur-rice-s.⁴³ Les semences qui ne répondent pas aux critères dits « DHS » (Distinction, Homogénéité, Stabilité) ne reçoivent aucune protection dans le cadre du système UPOV-1991, et ne peuvent prétendre à l'inscription, requise par la CEDEAO, au registre des semences. Les semences des petit-e-s producteur-rice-s ne peuvent donc pas se négocier sur des marchés officiels. Pour ne rien arranger, les critères complexes de la VCU (Value for Cultivation

and Use) doivent également être remplis pour bénéficier de l'inscription au registre des semences, ce qui limite le droit des agriculteur-rice-s à stocker, échanger et vendre leurs semences de ferme. Or les semences de ferme sont, encore aujourd'hui, la principale source de semences en Afrique. L'AGRA ne semble pas en avoir conscience : « La priorité politique est que les gouvernements lèvent les obstacles à l'introduction, par les acteurs privés, de variétés de toute origine ».⁴⁴

– **Politique en matière engrais.** L'objectif affiché de l'AGRA est de « développer les réseaux de production et de distribution d'engrais susceptibles de bénéficier aux petit-e-s producteur-rice-s ». Il s'agit notamment d'accélérer le processus d'octroi de licences, et de mettre en place des réseaux de distributeurs de produits agrochimiques pour faciliter l'accès des petit-e-s producteur-rice-s aux engrais synthétiques, aux pesticides et autres intrants. L'AGRA a également financé, à hauteur de 25 millions de dollars US, la création d'un lobby africain des engrais et de l'agroalimentaire, le Partenariat africain des engrais et de l'agroalimentaire (African Fertilizer and Agribusiness Partnership, AFAP). L'AFAP représente les intérêts de l'industrie des engrais auprès des gouvernements africains et des organisations donatrices. L'un de ses objectifs est d'augmenter de 100 % l'utilisation d'engrais au Ghana, au Mozambique et en Tanzanie. Parmi les partenaires de l'AFAP figure Louis Dreyfus, l'un des plus grands négociants en céréales du monde, et IRM, un important négociant en engrais américain.⁴⁵ En outre, le lien entre l'AGRA et l'AFAP est étroit : la présidente de l'AGRA, Agnes Kalibata, siège également au conseil d'administration de l'AFAP.⁴⁶ L'AGRA travaille également à une certification des engrais synthétiques, afin d'introduire des normes de qualité et de contrôler la diffusion de produits altérés ou falsifiés. L'influence politique de l'AGRA dans le secteur des engrais crée de nouvelles dépendances à l'égard d'intrants coûteux dont l'achat doit être réitéré à chaque saison de croissance. Les engrais et les semences synthétiques, ainsi que les pesticides qui les accompagnent, sont fournis par des réseaux de revendeurs de produits agrochimiques.

Si ses activités de lobbying sont peu documentées, l'AGRA ne cache pas son influence sur les réformes politiques et réglementations favorables à sa Révolution Verte. Mais ces modifications du cadre réglementaire ne sont pas toutes entières imputables à l'AGRA ; elles ont également été fortement encouragées par des initiatives telles que la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire des pays du G-7 (New Alliance for Food Security and Nutrition in Africa, NAFSN), les gouvernements signataires s'engageant à réviser leurs accords de coopération.⁴⁷ Il est difficile de déterminer la part exacte du lobbying de l'AGRA dans ces orientations politiques. Elle a toutefois communiqué sur les points suivants :

– **Réformes micropolitiques.** Le rapport d'étape de l'AGRA 2007-2016 contient de brèves descriptions des

« réalisations micropolitiques » dans certains pays, qui recouvrent principalement les réformes dans le secteur des semences et des engrais synthétiques au Ghana et en Tanzanie, la politique commerciale en Éthiopie et les modifications des réglementations en matière de stockage et de commercialisation au Burkina Faso et au Mali.⁴⁸

– **Réformes des programmes de subvention des intrants.** Les études et consultations menées dans divers pays de l'AGRA sur la réforme des programmes de subvention des intrants visaient à permettre une plus grande participation des entreprises privées à la production et à la fourniture d'intrants tels que les semences et les engrais synthétiques. L'objectif était également d'identifier les moyens de fournir, notamment aux « agriculteur-riche-s émergent-e-s », des intrants susceptibles de maximiser leurs profits. Il est à craindre que de ce soutien soient exclu-e-s les très petit-e-s producteur-riche-s, qui en auraient le plus besoin.⁴⁹

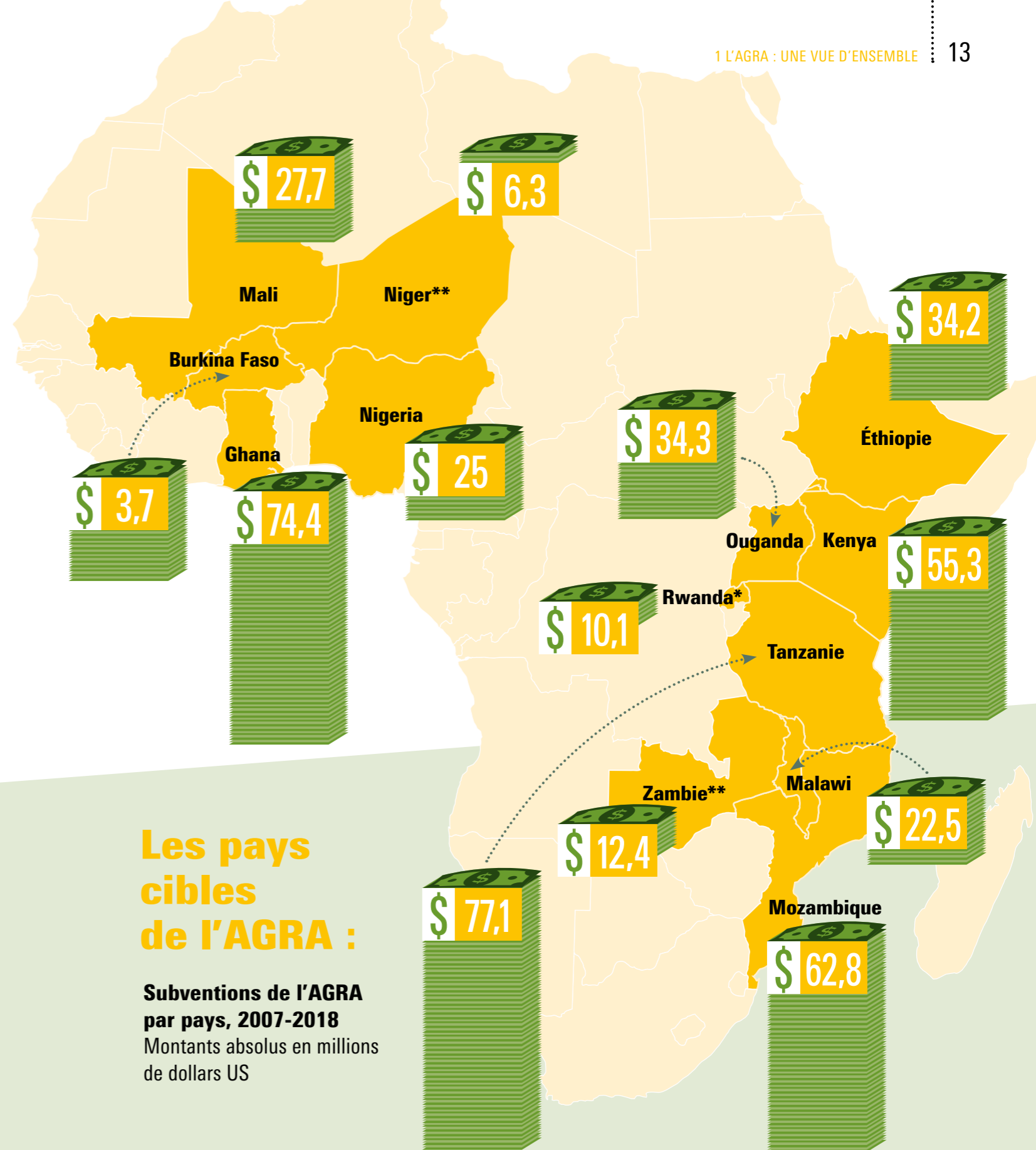
– **Réformes politiques au Nigeria.** Les réformes en matière de semences, d'engrais et de commercialisation au Nigeria sont documentées par l'AGRA dans une série de rapports techniques. Dans le secteur des engrais synthétiques, elles se sont principalement attachées à développer des structures locales de production et de distribution

dans un objectif de réduction des coûts. Les réformes de la politique semencière ont adopté l'approche de l'ARIPO, issue des engagements pris par l'UPOV en 1991, pour transformer les systèmes semenciers « informels » en systèmes « formels ».⁵⁰ Notons que la plupart des modifications apportées à la loi sur les semences au Nigeria a été réalisée sous la direction du ministre de l'agriculture et du développement rural, Akinwumi Adesina, qui occupait auparavant le poste de Vice-président pour la Politique et les Partenariats à l'AGRA, après avoir occupé celui de Directeur Adjoint pour la Sécurité Alimentaire à la Fondation Rockefeller (New York). Aujourd'hui, Akinwumi Adesina est président de la Banque Africaine de Développement.

Il ressort donc clairement que les principales activités de lobbying de l'AGRA visent à fournir aux petit-e-s producteur-riche-s les ressources externes de la Révolution Verte, d'une part, et, d'autre part, à prévenir les pratiques agricoles qui ne sont pas conformes à son dogme. Les mesures qui permettraient aux petit-e-s producteur-riche-s d'augmenter les prix de leurs produits et de protéger ou d'établir leurs marchés font manifestement défaut. Jusqu'à présent, l'engagement de l'AGRA s'est davantage basé sur l'amélioration des conditions commerciales des entreprises agricoles et négociants en produits agrochimiques, au détriment des intérêts des petit-e-s producteur-riche-s.

L'AGRA et le gouvernement allemand

Le premier contact documenté entre l'AGRA et le gouvernement allemand, représenté par le Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, BMZ), a eu lieu en 2017, lorsque la présidente de l'AGRA, Agnes Kalibata, a participé à la conférence du G20 « Un monde sans faim est possible. L'avenir des zones rurales », organisée par le BMZ à Berlin.⁵¹ En mai de la même année, le BMZ a publié le rapport « Partners for Change – Voices Against Hunger »,⁵² incluant un article d'Agnes Kalibata. En septembre 2017, lors du septième Forum de la Révolution Verte africaine (African Green Revolution Forum, AGRF) à Abidjan (Côte d'Ivoire), le BMZ et l'AGRA ont convenu de coopérer pour financer des projets de l'AGRA à hauteur de dix millions d'euros.⁵³ A partir de 2018, la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) a mis en œuvre des projets AGRA au Burkina Faso et au Ghana. La même année, le BMZ et l'Agence allemande de coopération internationale (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, GIZ) ont participé au huitième forum de l'AGRF à Kigali (Rwanda), avec une importante délégation emmenée par la Secrétaire d'État parlementaire Maria Flachsbarth – cette rencontre étant cofinancée par le BMZ. En décembre 2018, la réunion du conseil d'administration de l'AGRA a eu lieu en Allemagne. En 2019, le BMZ a de nouveau participé à l'AGRF, mais cette fois avec une présence nettement réduite par rapport à l'année précédente, et sans financement déclaré.⁵⁴



Les pays cibles de l'AGRA :

Subventions de l'AGRA par pays, 2007-2018
Montants absolus en millions de dollars US

Remarques : *Subventions 2017 ; total 2007-2017 ; pas de données pour 2018 ; **Subventions 2016 ; total 2007-2016 ; pas de données pour 2018. Les subventions pour les 13 pays cibles s'élèvent à 445,8 millions de dollars. En outre, l'AGRA a soutenu des institutions telles que l'Union africaine et a financé des projets dans d'autres pays africains. En comptant ces dépenses, le total des subventions versées par l'AGRA s'élève à 524 millions de dollars US. Aucune information n'est disponible quant à l'utilisation des 500 millions de dollars restants.

Sources : Chiffres jusqu'en 2016 : AGRA : Rapport annuel 2007-2016, Nairobi 2017 : <https://agra.org/AGRAOld/wp-content/uploads/2017/06/2016-AGRA-Progress-Report-Final.pdf> ; Chiffres jusqu'en 2017 : AGRA : Rapport annuel 2017, Nairobi 2018 : <https://agra.org/wp-content/uploads/2018/08/AGRA-2017-Annual-Report0708201802.pdf> ; Chiffres jusqu'en 2018 : AGRA : Rapport annuel 2018, Nairobi 2019 : <http://agra.org/ar-2018/wp-content/uploads/2019/07/AGRA-Annual-Report-2018.pdf>

2 Études de cas : l'AGRA en Zambie, en Tanzanie, au Kenya et au Mali

Afin de dresser un tableau plus complet des activités de l'AGRA, les éditeurs-rice-s ont commandé des études de cas sur la situation en Zambie, en Tanzanie, au Kenya et au Mali. Le Kenya, la Tanzanie et la Zambie ont été considérés comme de bons terrains d'observation des effets négatifs des programmes AGRA. Parmi les quatre pays, le Mali est de loin le plus performant dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Mais, comme le montre notre étude, le pays doit

son succès non pas à l'AGRA ou à d'autres programmes de la Révolution Verte, mais à la résistance de groupes de paysans et du gouvernement malien à la mise en œuvre orthodoxe du programme de la Révolution Verte. L'étude s'appuie, pour les quatre pays, sur l'évaluation de données nationales, et sur des entretiens menés avec des chercheurs-se-s, des fonctionnaires, des membres d'ONG et des petit-e-s producteur-rice-s.

2.1 Zambie :

à qui profite la chaîne

d'approvisionnement ?⁵⁵



Dans un monde dominé par l'AGRA, il n'y aurait plus d'échanges de semences entre agriculteur-rice-s.

Photo: Juliet Nangamba Luo, CDTT Zambia

Entre 2007 et 2016, l'AGRA a lancé 24 projets en Zambie pour un total de 12,4 millions de dollars.⁵⁶ En 2016, le pays a été retiré de la liste des pays cibles, avant d'être officiellement réintégré en 2019. Le processus de négociation de la future coopération est en cours. En 2016, la Zambie a reçu trois pour cent du total des subventions de l'AGRA. Les fonds ont été principalement affectés au soutien de projets de formation des négociants en produits agrochimiques et au développement de leurs réseaux, ainsi qu'à la recherche, notamment dans le secteur des semences. Voici les principaux domaines concernés :

- la formation, initiale et continue, des scientifiques dans le domaine de la sélection végétale et des systèmes de semences commerciales en général, et le financement de la recherche sur le développement de variétés de semences hybrides, et d'études sur la gestion de la qualité des sols ;
- le développement et l'amélioration des performances des entreprises semencières, des négociants en produits agrochimiques et d'autres petites et moyennes entreprises ; et
- le soutien indirect aux petit-e-s producteur-rice-s, par l'approvisionnement en intrants agricoles et une intégration dans les chaînes d'approvisionnement conventionnelles.

Les contributions les plus importantes étaient de loin, celles qui ont été versées au projet d'agro-distribution (Agro-Dealer Project, ADAPT) mis en œuvre par l'ONG CARE International, avec un total de 3 millions de dollars, et au projet de renforcement des marchés des intrants et des produits agricoles en Afrique (Strengthening Agricultural Input and Output Markets in Africa, SAIOMA), avec 1,9 million de dollars. Avec le projet de soutien au développement des distributeurs de produits agrochimiques (Support to Agro-Dealer Development, SADD), d'un montant de 300 000 dollars, l'objectif principal de ces trois projets était d'étendre le réseau des distributeurs de produits agrochimiques en Zambie. Ceux-ci ont reçu plus de 40 % du financement

total de l'AGRA destiné à la Zambie. En 2015, selon l'AGRA, 1 797 négociants en produits agrochimiques avaient été formés.⁵⁷

Au début de son engagement en Zambie, l'AGRA a reproché au programme national de subvention des intrants agricoles (Farmer Input Subsidy Programme, FISP) de décourager le secteur privé. Toutefois, au cours de l'intervention de l'AGRA en Zambie, le FISP s'est rapproché des vues de l'AGRA, par exemple en ouvrant le programme aux entreprises d'engrais privées.⁵⁸

En 2017, le FISP a coûté à l'État zambien plus de 300 millions de dollars US, ce qui correspond à environ 50 % du budget agricole total. Le gouvernement zambien doit actuellement 106 millions de dollars US aux négociants en produits agrochimiques pour les saisons 2017-2018 et 2018-2019.⁵⁹

Le modèle AGRA de la Révolution Verte ne fait pas qu'augmenter la dette nationale ; elle entraîne également l'endettement des petit-e-s producteur-rice-s associé-e-s aux programmes. Les petit-e-s producteur-rice-s participant au projet SAIOMA ont ainsi témoigné ne plus être en mesure, dès la fin de la première récolte, de rembourser les prêts octroyés pour l'achat des engrais et semences.

2.2 Tanzanie :

le piège de la dette⁶⁰



Le maïs, plante vedette de l'AGRA.

Photo: Festo

Le FISP de Zambie est un cas d'école de la Révolution Verte. Son budget faramineux a freiné la recherche agricole, les consultations et les formations destinées aux petit-e-s exploitant-e-s. Le programme de subventions a entraîné les petit-e-s exploitant-e-s dans une spirale de dépendance ; sans le secours des subventions, il leur est impossible de se procurer des intrants tels que les engrais synthétiques ; de nombreux sols sont désormais dépendants de l'utilisation d'engrais, mais même dans ce cas, les rendements – principalement du maïs tant privilégié par l'AGRA – demeurent faiblement rentables. La promotion unilatérale de la culture du maïs augmente également la propagation des monocultures au détriment de la diversité. En outre, rien n'indique que le gouvernement ait réussi à faire sortir les petit-e-s producteur-rice-s de l'agriculture de subsistance et à les transformer en « agriculteur-rice-s émergent-e-s » au cours des 18 années écoulées depuis la création du FISP zambien. Au lieu de cela, le FISP a été, dans une certaine mesure, accaparé : d'une part, par les élites rurales et urbaines, qui sont soudainement devenues elles-mêmes bénéficiaires du FISP ; et d'autre part, par les quelques entreprises agricoles qui fournissent les intrants pour le FISP. Les gains de productivité limités et le niveau toujours élevé de pauvreté et de malnutrition en milieu rural en Zambie constituent un avertissement sévère pour les pays qui adhèrent encore aux stratégies de la Révolution Verte.

Sur les 55 millions d'habitants de Tanzanie, environ 75 % vivent dans des zones rurales dans lesquelles la subsistance dépend fortement de l'agriculture. Le pays est l'un des onze pays concernés par le Partenariat pour une transformation agricole inclusive en Afrique (Partnership for Inclusive Agricultural Transformation in Africa, PIATA), ce qui en fait un des terrains privilégiés du déploiement de la stratégie AGRA pour 2017-2021. L'AGRA concentre son action en Tanzanie sur le « grenier » du pays – le plateau du sud et la vallée de Kilombero.

L'un des projets « Kilimo Tija » menés par PIATA en Tanzanie⁶¹ est actuellement mis en œuvre dans la région de Katavi, dans les districts de Tanganyika, Mpimbwe, Mlele, Nsimbo et Mpanda. Environ 57 000 producteur-rice-s, principalement modestes, prennent part au projet. Comme pour de nombreux autres programmes AGRA, l'utilisation d'intrants dans la production agricole est encouragée. La plupart des petit-e-s producteur-rice-s n'ayant pas les moyens d'acheter immédiatement les différents intrants, il-elle-s sont mis-es en contact avec des négociants en produits agrochimiques qui leur vendent les intrants à crédit. Des groupes de fermiers, composés chacun de plusieurs petit-e-s producteur-rice-s, négocient des contrats avec des négociants en produits agrochimiques au nom de leurs membres, et paient la moitié des coûts à l'avance et le reste à crédit – des dettes à rembourser en fin de récolte. La participation aux projets AGRA implique une autre condition : l'interdiction de

pratiquer des cultures mixtes. Or, lorsqu'il faut aménager un champ séparé pour chacune des cultures, les coûts de production augmentent drastiquement, tandis que la diversité des cultures en pâtit.

L'ensemble du projet repose sur l'hypothèse que les petit-e-s producteur-ric-e-s seront en mesure de cultiver, récolter et vendre leur production à un prix qui leur permettra de rembourser les prêts. Mais les prix dans le secteur agricole fluctuent et connaissent des niveaux extrêmement faibles, surtout au moment des récoltes. Des entretiens de groupe avec des petit-e-s producteur-ric-e-s du village d'Ibembwa, dans le district de Mbozi, ont montré qu'en 2019, le prix du maïs était si bas que certain-e-s petit-e-s exploitant-e-s s'étaient vu-e-s

2.3 Kenya :

des engrais synthétiques pour lutter contre la faim ?⁶³



contraints de vendre leur bétail pour rembourser leurs dettes. Lorsqu'il-elle-s ne parviennent pas à honorer leurs engagements financiers, les petit-e-s producteur-ric-e-s deviennent prisonniers d'un cycle d'endettement. La même menace pèse sur les partenaires du projet PIATA dans d'autres régions du pays. Dans un tel système, les négociants en produits chimiques et les entreprises semencières ne courent de leur côté aucun risque ; ils gagnent à tous les coups.

Bien que l'AGRA soit présente en Tanzanie depuis de nombreuses années, la stratégie de la Révolution Verte y est un échec : entre 2004-2006 et 2016-2018, le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté de quatre millions, passant de 13,6 millions à 17,6 millions.⁶²

Au Kenya, des petit-e-s producteur-ric-e-s donnent leur sentiment sur les projets de l'AGRA.

Photo: BIBA

Au Kenya, l'AGRA a investi environ 7,3 millions de dollars pour la valorisation des négociants en produits agrochimiques, notamment via le soutien du programme de l'AGRA pour les systèmes semenciers en Afrique (Programme for Africa Seed Systems, PASS), du Cultivating New Frontiers in Agriculture (CNFA) et de l'Agricultural Market Development Trust (AGMARK), qui interviennent en tant que prestataires de services. Au total, environ 25 000 négociants en produits agrochimiques ont été formés et certifiés, exerçant désormais leur activité de fournisseurs privés d'intrants dans tout le pays.

L'action de l'AGRA au Kenya porte essentiellement sur la distribution de semences hybrides commerciales et d'engrais synthétiques, et sur la libéralisation des marchés d'intrants agricoles. Le marché kenyan des engrais est désormais complètement libéralisé, et les engrais sont presque intégralement distribués par des entreprises privées. Entre 2008 et 2014, 494 000 tonnes d'engrais synthétiques ont été vendues à l'échelle nationale, dans le cadre du programme gouvernemental de promotion des

engrais, via un réseau croissant de plus de 5 000 distributeurs de produits agrochimiques dans les principales villes et grands centres commerciaux du pays.

Des entretiens menés auprès de petit-e-s producteur-ric-e-s, il ressort que nombre d'entre eux-elles n'a pas les moyens de procéder à des analyses de sol pour déterminer quelles cultures et quels engrais sont les mieux adaptés à leurs champs. L'utilisation d'engrais synthétiques inappropriés est très répandue, ce qui réduit souvent la fertilité des sols, sans d'ailleurs produire les effets souhaités. L'utilisation excessive d'engrais synthétiques a des effets négatifs, surtout à long terme : ceux-ci dépeuplent les sols de micro-organismes bénéfiques qui transforment la matière morte en matière organique riche en nutriments ; les engrais synthétiques à base d'azote et de phosphate contaminent également les eaux souterraines.

Géré par la Kenyan Equity Bank, le Ministère kényan de l'Agriculture, l'AGRA, le Fonds international de développement agricole (International Fund for Agricultural

Development, IFAD) et la Banque mondiale, le programme Kilimo Biashara (« Pour une agriculture entrepreneuriale ») place les petit-e-s producteur-ric-e-s sous tutelle, en leur ôtant le pouvoir de choisir eux-mêmes les semences de maïs, les engrais ou les pesticides utilisés. Comme l'ont montré nos entretiens avec les petit-e-s producteur-ric-e-s concerné-e-s, les responsables du projet semblent persuadés que les négociants en produits agrochimiques prendront les meilleures décisions pour les petit-e-s exploitant-e-s. Cet aveuglement menace le droit des petit-e-s agriculteur-ric-e-s à l'autodétermination et à la souveraineté alimentaire, et bafoue leur droit de choisir librement un

modèle agricole. En outre, on peut craindre que des effets de verrouillage apparaissent : les petit-e-s producteur-ric-e-s seraient alors dans l'incapacité de changer leurs méthodes de production pour s'émanciper des négociants en produits agrochimiques.

Toutes ces interventions ne produisent guère d'effets visibles ou durables sur la situation alimentaire du pays ; au contraire, sous l'ère AGRA, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté de 4,2 millions – un niveau proportionnellement stable par rapport à la période précédente.

2.4 Mali :

réduction de la faim et

résistance active à l'AGRA ?⁶⁴



Les petit-e-s producteur-ric-e-s du Mali se sont opposé-e-s à l'AGRA. Résultat : la pauvreté et la faim ont considérablement diminué.

Photo: flickr.com/un-photo (CC BY-NC-ND 2.0)

Le Mali présente un contraste frappant avec la plupart des autres pays de l'AGRA, ce qui n'est peut-être pas sans lien avec le moindre soutien du gouvernement au programme technologique de la Révolution Verte. De nombreux petit-e-s producteur-ric-e-s et ONG sont également mobilisé-e-s contre les projets de l'AGRA dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. Depuis la stabilisation démocratique des années 1990, les organisations de petit-e-s producteur-ric-e-s ont joué un rôle majeur dans la politique agricole et ont contribué à l'élaboration de la loi-cadre de 2004 sur l'agriculture. En 2007, la branche malienne de la Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain (COPAGEN) a rassemblé des organisations de toute l'Afrique, dans le cadre de la campagne « Alternatives agroécologiques à l'AGRA », afin d'engager un débat critique sur l'action de l'AGRA, et de dissuader les gouvernements de participer à ses projets. La loi malienne de 2010 sur les semences va même à l'encontre de l'approche AGRA, en préservant les droits des agriculteur-ric-e-s sur leurs semences ; une révision en cours, qui implique activement les petit-e-s producteur-ric-e-s, devrait encore renforcer ces droits, donnant à chacun-e une plus grande souveraineté sur ses semences et autres intrants.

Au Mali, comme dans plusieurs autres pays, l'action de l'AGRA, qui consiste essentiellement à subventionner l'acquisition d'intrants dans le but d'augmenter les revenus, se fait sentir : la superficie consacrée au maïs a plus que doublé, et les rendements ont considérablement augmenté. Mais cela n'a pas conduit, comme dans d'autres pays, à une relégation des cultures traditionnelles riches en nutriments. Le sorgho et d'autres variétés de millet et de légumineuses restent les cultures les plus importantes du pays ; la superficie consacrée au millet et au sorgho y est ainsi presque trois fois plus importante que celle occupée par la culture du maïs.

La pauvreté et la faim ont fortement diminué au Mali.⁶⁵ L'extrême pauvreté (1,90 USD par personne et par jour) a été réduite de plus de moitié depuis 2006, à 24 %. La proportion de la population souffrant de la faim est passée de 1,4 à 1,2 million de personnes au cours de la même période et, en termes de pourcentage, elle a presque diminué de moitié. Ces progrès sont davantage imputables à la résistance du Mali à la politique et aux programmes AGRA qu'à leur mise en œuvre.

3 L'AGRA dans le contexte plus large de la Révolution Verte : AGRA contre FISP⁶⁶

Voici une brève description des critères d'appréciation des réussites et échecs de l'AGRA, qui permettent de déterminer si l'Alliance et les autres programmes de la Révolution Verte ont atteint les objectifs qu'ils se sont fixés.

Nombre de foyers concernés

Le dernier rapport d'étape de l'AGRA pour la période 2007-2016 ne fait pas état des résultats en termes de productivité, pas plus, d'ailleurs, que de revenus ou de sécurité alimentaire. Il se cantonne à faire état de quelques objectifs intermédiaires.⁶⁷ L'AGRA avait affirmé qu'elle doublerait les rendements et les revenus de 30 millions de ménages de petit-e-s producteur-ric-e-s alimentaires d'ici 2020, soit neuf millions directement (l'ensemble des agriculteur-ric-e-s coopérant) et 21 millions indirectement (en incluant celles et ceux qui sont censé-e-s bénéficier d'un meilleur accès aux intrants, etc.).⁶⁸ Selon les dernières statistiques de la FAO, on compte environ 35 millions d'exploitations agricoles dans les 13 pays cibles. Ces chiffres incluent à la fois les petit-e-s producteur-ric-e-s alimentaires et les grandes exploitations. Sur la base de ces chiffres, il faudrait à l'AGRA atteindre presque la totalité des ménages de petit-e-s producteur-ric-e-s des 13 pays pour remplir ses propres objectifs.⁶⁹ Les données nationales sont donc un meilleur indicateur pour évaluer l'action de l'AGRA.⁷⁰

Gains de productivité

Il ne faut pas commettre l'erreur d'attribuer exclusivement aux programmes AGRA les éventuels gains de productivité dans les 13 pays concernés. En l'absence d'évaluation précise et transparente des travaux de l'AGRA, il

est presque impossible de distinguer précisément l'impact de ses programmes de celui d'innombrables autres initiatives de la Révolution Verte en Afrique (telles que Grow Africa ou la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire des pays du G-7, déjà mentionnée) ; on aurait tôt fait de surestimer la contribution réelle des programmes AGRA.

L'argent public au service de l'AGRA

Dans de nombreux pays africains, les programmes de subvention publique des intrants agricoles soutiennent la distribution et encouragent l'utilisation de semences hybrides commerciales et d'engrais synthétiques dans les petites exploitations. Ces programmes de subvention sont déployés à grande échelle dans dix des treize pays cibles. L'argent dépensé par les gouvernements respectifs provient souvent des fonds de coopération au développement des pays donateurs ou des organisations internationales, et dépasse généralement de loin les sommes investies par l'AGRA. Là où l'Alliance accorde des subventions annuelles de 40 à 50 millions de dollars, les gouvernements africains dépensent jusqu'à 1 milliard de dollars par an en subventions aux intrants, soit 20 fois plus.⁷¹ Quelques exemples : comparés au FISP du Malawi, qui représente 55 millions de dollars par an, les 2 à 3 millions de dollars par an de l'AGRA sont peu de choses.⁷² De même, la moyenne de 6,5 millions de dollars que l'AGRA injecte chaque année en Tanzanie ne représente qu'un petit pourcentage des 50 millions de dollars annuels de subventions gouvernementales aux intrants.⁷³

Ces subventions constituant une incitation directe à l'adoption du bouquet technologique de la Révolution Verte par un grand nombre de petit-e-s producteur-ric-e-s, elles jouent un rôle bien plus considérable que les mesures

de l'AGRA. Le FISP du Malawi, par exemple, représente environ 60 % du budget agricole total du pays. Une grande partie du FISP subventionne les producteur-ric-e-s de maïs, pour la plupart modestes, appliquant de fait, dans tout le pays, les méthodes promues par la Révolution Verte. Les résultats donnent toutefois matière à réflexion : une augmentation relativement faible des rendements, et aucune réduction significative de la faim dans le pays.

Moins de dépendance aux financements publics ?

Au-delà de sa position officielle sur le subventionnement des intrants, l'AGRA a de toute évidence été aidée dans la réalisation de ses objectifs par des programmes politiques qui prennent directement en charge les coûts des intrants promus par l'Alliance. Alors que la plupart des FISP des États soutiennent ouvertement les objectifs de l'AGRA, celle-ci a toujours eu tendance à prendre ses distances par rapport aux programmes étatiques de ce type ; l'Alliance se montre même souvent plus encline à promouvoir et adopter une logique de marché, de nature à réduire l'influence des États.⁷⁴ Certains FISP ont suivi – en transformant leurs aides en programmes de crédit, et en mettant en œuvre des approches inspirées par le secteur privé – des réformes qui impliquent un risque d'endettement plus élevé, comme le montrent les études de cas sur la Tanzanie et la Zambie.

Pas de subventions, pas d'engrais synthétiques

La plupart des petit-e-s producteur-ric-e-s n'a pas les moyens d'acheter des engrais synthétiques sans le recours aux subventions. De ce point de vue, le bouquet technologique de la Révolution Verte est inefficace et non durable. Les recherches ont montré que de nombreux gouvernements africains, ne parvenant pas à maintenir le niveau des subventions à long terme, finissaient par réduire la quantité d'engrais subventionnés. Les études sur le sujet sont formelles : l'utilisation d'engrais synthétiques dans les monocultures de maïs, après une augmentation initiale

du rendement, entraîne à long terme une diminution de la fertilité du sol (donc des rendements), à moins que le sol ne soit traité de façon adéquate par d'autres moyens. Après les premières augmentations de rendement, les petit-e-s producteur-ric-e-s doivent généralement utiliser davantage d'engrais synthétiques pour maintenir les niveaux de rendement constants, ce qui entraîne une envolée des coûts.⁷⁵

Ainsi, sans subventions, le bouquet technologique de la Révolution Verte s'avère non rentable. Le Centre africain pour la biodiversité (African Centre for Biodiversity, ACB) estime qu'au Malawi, les semences et les engrais synthétiques coûtent trois fois plus cher que ce que les modestes augmentations de rendement du maïs peuvent rapporter aux petit-e-s producteur-ric-e-s⁷⁶ – en supposant que les excédents soient vendus, ce qui n'est bien souvent pas le cas, car de nombreux petit-e-s agriculteur-ric-e-s ont besoin d'une grande partie de leur production pour nourrir leur famille.

De faibles rendements

Il n'existe pas de données fiables sur l'acceptation des variétés commerciales de semences hybrides par les petit-e-s producteur-ric-e-s. Cependant, même là où – comme en Zambie – les semences commerciales (maïs) et les engrais synthétiques se sont démocratisés, les effets sont limités. Depuis l'introduction du FISP en Zambie en 2002, l'utilisation d'engrais synthétiques a augmenté de 70 %, et la culture de variétés de maïs commerciales de 80 %. Bien que la production ait progressé, la productivité n'a que très lentement crû après l'arrivée des engrais synthétiques. Les statistiques sur la progression de la faim et de la pauvreté témoignent de changements mineurs.⁷⁷ La Zambie est l'exemple type des lacunes de l'approche AGRA, fondée sur l'idée que le bouquet technologique de la Révolution Verte permet une augmentation de la productivité, et réduit mécaniquement la pauvreté. Or, globalement, la productivité n'a pas plus augmenté que la pauvreté et la faim n'ont diminué dans les zones rurales.



L'un des objectifs de l'AGRA est la distribution de semences hybrides aux petit-e-s producteur-ric-e-s par le biais de réseaux de négociants en produits agrochimiques.

Photo: flickr.com/Worldbank (CC BY-NC-ND 2.0)

4 AGRA : objectifs et résultats

4.1 Objectif n°1 : soutien aux petit-e-s producteur-rice-s non atteint

Bien qu'il soit difficile d'obtenir des informations précises de la part de l'AGRA, ses rapports suggèrent un impact très limité en termes de bénéficiaires directs. Dans ses comptes rendus annuels, il est question de producteur-rice-s « impliqué-e-s » (« committed ») dans le projet, sans plus de précision. Il est par exemple indiqué que les petit-e-s producteur-rice-s ont bénéficié d'une formation continue en gestion intégrée de fertilité des sols (Integrated Soil Fertility Management, ISFM) en référence au bouquet technologique de l'AGRA. Un rapport d'étape portant sur la période 2007-2016 dénombre « 5,3 millions

d'agricultrices et agriculteurs formé-e-s à l'ISFM » et « 1,86 million d'agricultrices et agriculteurs ayant recours à l'ISFM ». Aucune précision n'est donnée sur la nature des technologies employées, ni sur les avantages pour ces exploitant-e-s.⁷⁸ Une analyse des mesures ISFM prises par l'AGRA au Ghana a même montré que ces formations n'avaient pas eu d'impact notable sur l'emploi des technologies, et qu'elles ne s'accompagnaient pas systématiquement d'une hausse de la productivité lorsqu'elles étaient utilisées.⁷⁹

Sur le continent africain, les enfants, peuples indigènes et producteur-rice-s marginalisé-e-s sont particulièrement exposés à l'insécurité alimentaire ; ils ont donc besoin d'un soutien accru. Or, selon les indicateurs disponibles pour la Zambie et d'autres pays, l'AGRA profite essentiellement aux élites politiques et à un nombre croissant de « petit-e-s producteur-rice-s émergent-e-s », de sexe masculin pour la plupart, qui possèdent des exploitations de taille moyenne, disposent de davantage de terres et de ressources, et font déjà partie de réseaux commerciaux.⁸⁰

Un récent rapport de l'AGRA indique d'ailleurs que les résultats sont concluants pour ces « petit-e-s producteur-rice-s émergent-e-s ».⁸⁰ Une étude leur a été consacrée en 2016 dans plusieurs pays, qui bat en brèche l'idée que la réussite commerciale de cette catégorie relativement limitée de producteur-rice-s entraînerait une augmentation de la productivité et des revenus pour 30 millions de familles de petit-e-s exploitant-e-s agricoles, comme l'AGRA s'y est engagée. Ces « petit-e-s producteur-rice-s émergent-e-s », sont généralement de nouveaux acteurs de l'agrobusiness appartenant à l'élite urbaine. Le rapport d'évaluation cité plus haut indique clairement que seule une minorité de petit-e-s producteur-rice-s pourrait accéder à cette « classe

moyenne agricole ». Les auteur-e-s de l'étude appellent par conséquent les gouvernements africains et les agences de développement à privilégier les mécanismes de soutien adaptés aux petit-e-s agriculteur-rice-s à faible revenu, afin de promouvoir le développement agricole et social.⁸¹ L'Institut allemand d'évaluation de la coopération au développement (DEval) tient un raisonnement analogue dans son étude sur les chaînes d'approvisionnement agricoles : les petit-e-s producteur-rice-s à faible revenu ont avant tout besoin de solutions pour réduire leurs risques, et beaucoup d'entre eux-elles ne parviennent pas à s'intégrer aux chaînes d'approvisionnement commerciales.⁸²

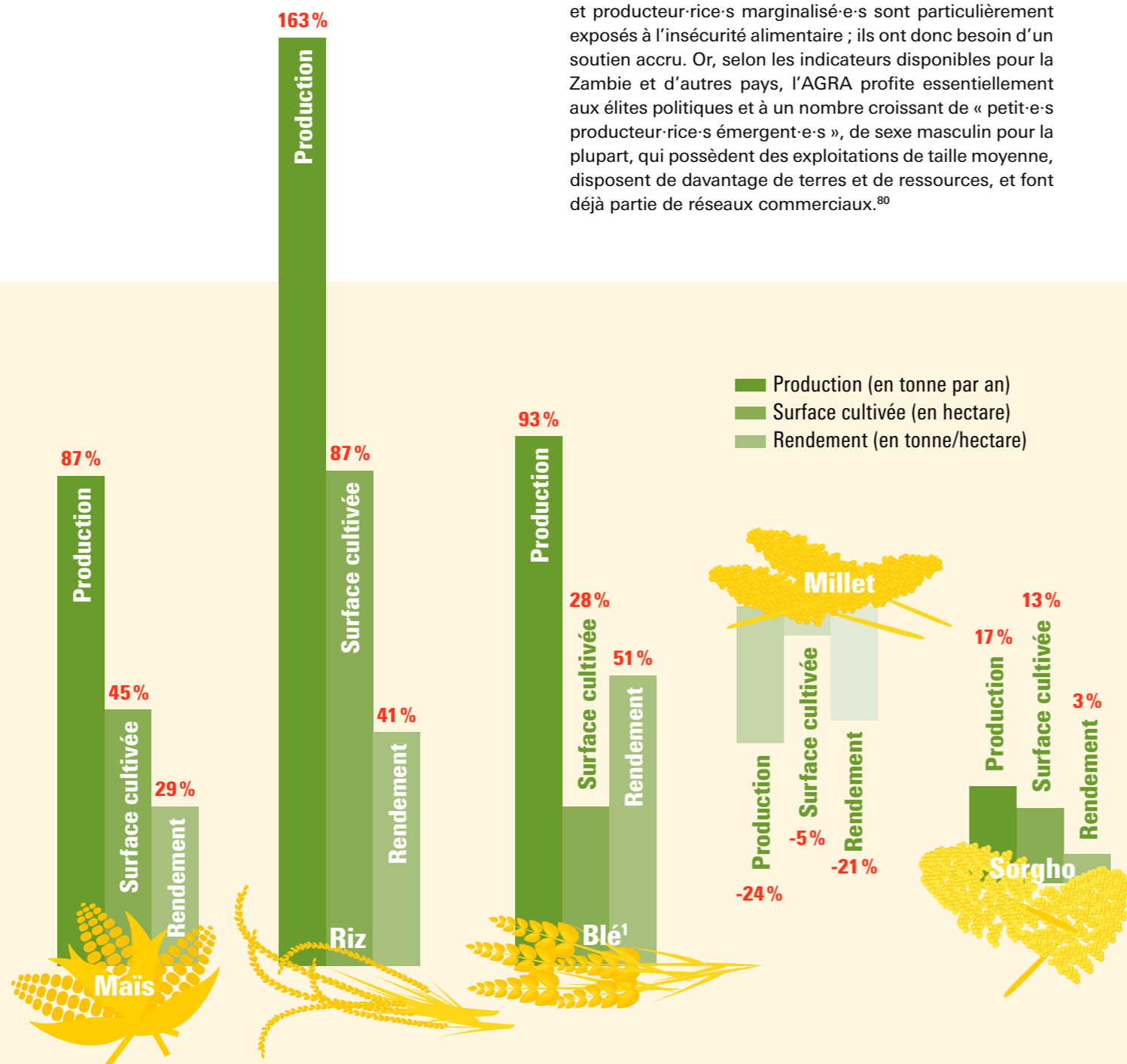
4.2 Objectif n°2 : augmentation de la productivité non atteint

Le bilan de l'AGRA est très mitigé en termes d'optimisation de la productivité. Les résultats sont même largement en deçà de l'objectif annoncé d'un doublement, y compris pour la culture fétiche de l'AGRA qu'est le maïs.

cibles ; de quoi, a priori, doubler la productivité conformément à l'objectif fixé. Cependant, cette hausse est davantage liée à un accroissement des surfaces cultivées (+ 45 %) qu'à une réelle augmentation de la productivité (+ 29 % seulement).⁸³

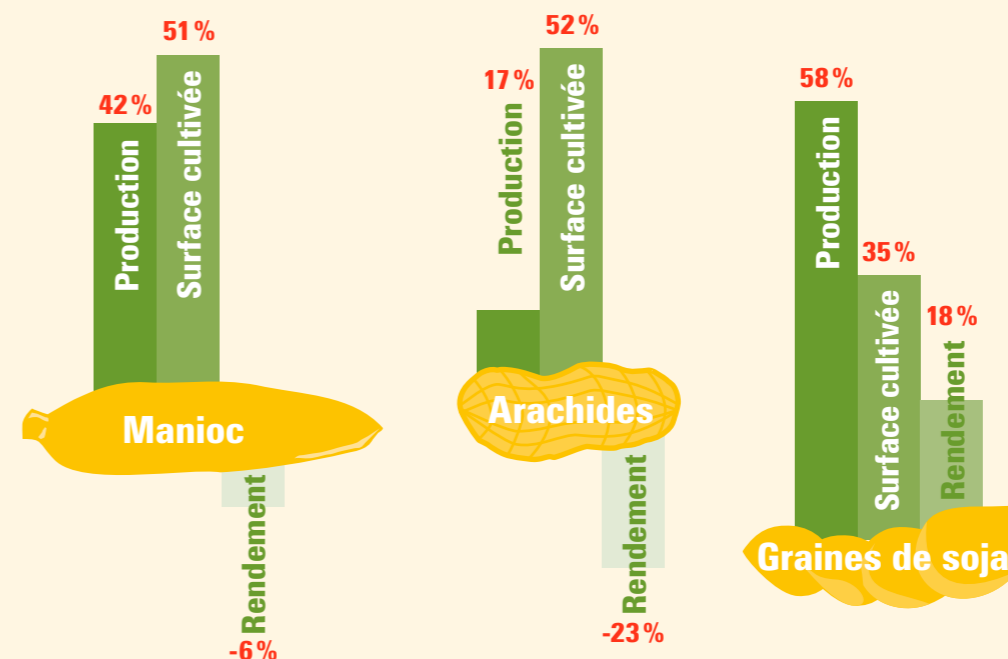
On ne constate en moyenne pour aucune des cultures prioritaires de l'AGRA le doublement de la productivité annoncé. Certes, en douze ans d'AGRA (2006-2018), la production de maïs a augmenté de 87 % dans les 13 pays

Afin d'évaluer les progrès réalisés, les valeurs moyennes triennales de production, surface cultivée et de rendement de diverses cultures pour la période 2004-2006 ont été



AGRA : L'augmentation de la production est principalement due à un accroissement des surfaces cultivées

Évolution de la croissance de cultures choisies en pourcent dans 13 pays cibles de l'AGRA entre 2004-2006 (avant l'AGRA) et 2016-2018 (pendant l'AGRA)



Source : FAOSTAT pour les 13 pays cibles de l'AGRA : Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Tanzanie et Zambie. Remarques : ¹ : à l'exclusion du Burkina Faso et du Ghana ; ² : à l'exclusion du Ghana, du Mozambique et du Niger

utilisées comme références initiales pour l'ère pré-AGRA et comparées avec les données les plus récentes, c'est-à-dire les moyennes triennales enregistrées entre 2016 et 2018. Les variations annuelles auxquelles l'agriculture est habituellement exposée en raison des conditions météorologiques ou d'autres variables sont ainsi approximées. Les mêmes données statistiques ont été utilisées pour les 13 pays cibles de l'AGRA.

L'Éthiopie, dont les rendements ont augmenté de 73 %, est le seul pays où on observe une croissance de la production liée à la productivité, comme s'y était vraiment engagée la Révolution Verte.⁸⁴ Ajoutons cependant que pour trois des principaux pays producteurs de maïs concernés par l'action de l'AGRA – Kenya, Nigeria et Tanzanie –, les rendements n'ont que très peu progressé (+7 % au Nigeria, +15 % en Tanzanie), voire ont baissé (-4 % au Kenya).⁸⁵

4.2.1 L'augmentation de la production est davantage liée à un accroissement des surfaces cultivées qu'à une intensification des cultures

L'AGRA s'était engagée à intensifier la production agricole sur les terres existantes afin de minimiser l'empreinte écologique de l'agriculture lorsque celle-ci s'étend sur de nouvelles surfaces. Des pratiques agricoles durables sont censées soulager les ressources en terres et en eau, et limiter les émissions de gaz à effet de serre. En réalité, en encourageant l'extension des surfaces cultivées, l'AGRA, comme d'autres programmes de la Révolution Verte, va à l'encontre des engagements pris par les gouvernements africains et pays donateurs pour lutter contre le changement climatique. Cette expansion des zones cultivables peut constituer un problème majeur lorsque les terres arables font défaut. A titre d'exemple, le Rwanda, en raison de sa forte densité de population, ne dispose pas de vastes jachères sur lesquelles aménager de nouvelles cultures.

Les données statistiques montrent clairement que l'augmentation de la production totale résultant des programmes de promotion du maïs est davantage due à

l'expansion des surfaces cultivées qu'à un accroissement de la productivité. La Zambie, à l'instar d'autres pays, a quasiment doublé sa surface cultivée en maïs, alors que la croissance de sa productivité n'a augmenté que de 27 % sur une période de douze ans entre 2004-2006 et 2016-2018.⁸⁶

Dix des 13 pays cibles de l'AGRA bénéficient de programmes de subventions aux intrants, destinés à promouvoir la culture de certaines plantes par le biais de semences subventionnées et d'engrais chimiques. La plupart des pays privilégie la culture du maïs, un aliment de base essentiel. La tendance des petit-e-s producteur-rice-s à prioriser les cultures subventionnées a été maintes fois démontrée et amplement documentée. Les petit-e-s producteur-rice-s disposant d'un accès à des terres jusqu'alors non cultivées sont ainsi encouragé-e-s à les exploiter avec des semences subventionnées et des engrais synthétiques dédiés. Dans certains pays, comme la Zambie, les prix de vente du maïs sont en outre soutenus par les gouvernements, ce qui incite encore davantage les agriculteur-rice-s à cultiver du maïs sur de nouvelles terres.

4.2.2 Recul des aliments nutritifs

En privilégiant le maïs et autres cultures utiles, la Révolution Verte a notamment eu pour conséquences de reléguer au second plan les cultures nutritives et résistantes aux aléas climatiques, telles que le millet et le sorgho. Il s'agit d'aliments traditionnels indispensables à une alimentation saine et à la prévention de la malnutrition dans de nombreux pays. La culture de ces céréales est pourtant rarement promue par les FISPs ou l'AGRA. En réalité, les subventions aux intrants, ainsi que la survalorisation du maïs et d'autres cultures, incitent les agriculteur-rice-s à se détourner des aliments traditionnels.

Selon les statistiques relatives aux 13 pays cibles de l'AGRA, la production de millet a diminué de 24 % depuis le début de l'initiative, les terres cultivées de 5 %, et les rendements ont même baissé de 21 %. Depuis le

lancement de la Révolution Verte, la culture du sorgho, autre aliment de base, a quant à elle pratiquement stagné. La production n'a augmenté que de 17 %, les rendements n'ont presque pas évolué (3 % de croissance), la surface cultivée n'ayant progressé que de 13 %.⁸⁷

Avant le lancement de l'AGRA, la surface de culture du millet et du sorgho était deux fois supérieure à celle du maïs. Alors que de nombreuses plantes traditionnelles résistent mieux aux conditions environnementales locales, le maïs est désormais prédominant, en raison des nombreuses incitations dont il bénéficie. Dans ce contexte, l'AGRA et d'autres programmes de la Révolution Verte compromettent les efforts déployés par les petit-e-s agriculteur-rice-s pour s'adapter aux effets du changement climatique.

De nombreuses autres cultures indispensables à la sécurité alimentaire ont subi le même sort. Les rendements du manioc, principale source de nourriture au Nigeria, au Mozambique, en Ouganda et dans de nombreux autres pays bénéficiaires de l'AGRA, ont reculé de 6 %. Au total, les racines et tubercules, qui comprennent certaines plantes nutritives traditionnelles telles que la patate douce, ont enregistré un recul de rendement de 7 %.⁸⁸ L'arachide, source de protéines indispensable dans de nombreux pays, a accusé une baisse alarmante des rendements (-23 %⁸⁸).

4.2.3 Régression de la production des aliments de base

Comment évaluer l'impact de la Révolution Verte sur la production des aliments de base dans leur ensemble et non pas uniquement sur des cultures privilégiées par le programme ?

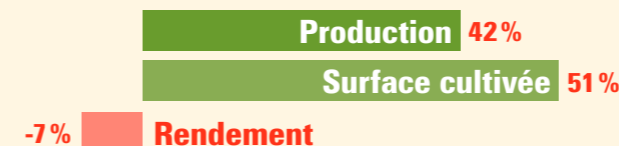
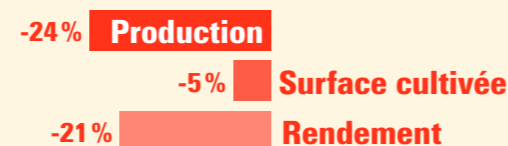
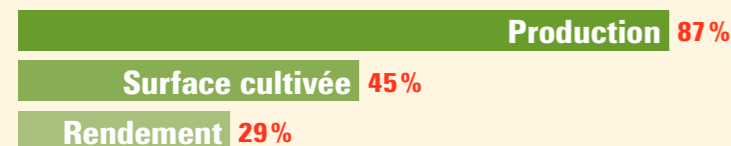
Des chercheur-se-s de la Tufts University se sont servi-e-s des données disponibles pour l'ensemble des treize pays cibles de l'AGRA afin de calculer l'augmentation des rendements sur la période AGRA pour les quatre aliments de base que sont le maïs, le millet, le sorgho d'une part, et les racines et tubercules d'autre part, y compris le manioc et la patate douce. Pour les pays dans lesquels d'autres aliments de base occupent une place centrale (teff en

Éthiopie, riz au Nigeria), c'est le terme générique de « total céréales » qui est utilisé. Les spécialistes utilisent un indice qui évalue la hausse du rendement d'un aliment de base par rapport à sa surface de culture. Cet indice, appelé staple yield index, offre un aperçu exhaustif de l'évolution de la productivité des principaux aliments de base.

Aucun pays cible de l'AGRA ne voit sa productivité doubler conformément aux objectifs fixés. Seule l'Éthiopie enregistre une croissance de rendement supérieure à 50 % pour la période AGRA, tandis que trois pays – le Burkina Faso (-10 %), le Kenya (-7 %) et le Nigeria (-8 %) – affichent des baisses de productivité pour tous les aliments de base évalués par l'étude. Dans les 13 pays cibles de l'AGRA, la productivité pour les aliments de base a augmenté de 17 % au cours des douze années précédant l'AGRA (entre 1992-1994 et 2004-2006), ce qui correspond à un taux de croissance annuel d'environ 1,4 %.⁸⁹ Sur les douze « années AGRA » entre 2004-2006 et 2016-2018, elle a progressé de 18 %, soit 1,5 % de taux de croissance annuel. La croissance de la productivité est donc restée quasi similaire pendant et avant l'AGRA. Dans huit pays, la croissance des rendements a diminué par rapport aux années précédant l'AGRA, et dans trois pays, elle est même devenue négative.⁹⁰ Dans ces conditions, on est en droit de douter de la capacité de l'AGRA à faire progresser les rendements.

Au Rwanda, érigé par l'AGRA en symbole de réussite, une augmentation de 24 % des rendements des aliments de base a été enregistrée. Il convient toutefois de relativiser la hausse spectaculaire des rendements de maïs dans le pays (+66 %), en mentionnant la stagnation des rendements du sorgho (0 %), et la diminution de ceux du riz. Les racines et tubercules, qui jouent un rôle encore plus significatif, n'ont progressé que de 6 % au cours des douze ans de la période AGRA. L'indice de rendement des aliments de base montre que le succès apparent du maïs rwandais s'est fait au détriment d'autres aliments de base importants.

Régression des aliments nutritifs traditionnels



■ Production (en tonne par an)
■ Surface cultivée (en hectare)
■ Rendement (en tonne/hectare)

Source : FAOSTAT pour les 13 pays cibles de l'AGRA : Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Tanzanie et Zambie.

Rwanda : la vitrine de l'AGRA accablée par la faim

Le Rwanda est souvent considéré comme le modèle de réussite du programme AGRA. Ce supposé succès rwandais a propulsé son ancienne ministre de l'agriculture, Agnes Kalibata, à la tête l'Alliance. Pourtant, les résultats sont sujets à caution. Si l'AGRA peut faire valoir une augmentation de 66 % des rendements du maïs dans le pays, cette hausse spectaculaire s'est faite au détriment d'une production alimentaire familiale équilibrée et diversifiée. De plus, la Révolution Verte a été mise en œuvre sans que le gouvernement n'ait eu voix au chapitre.

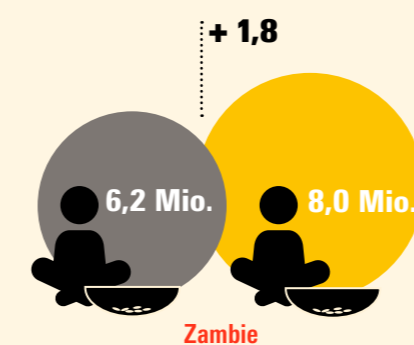
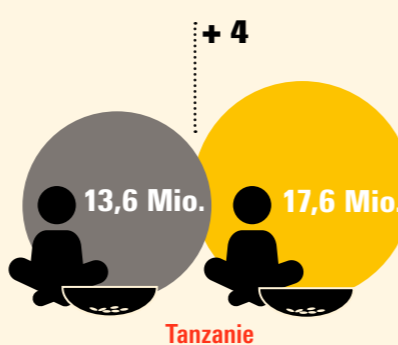
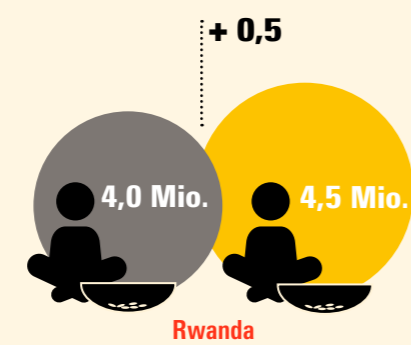
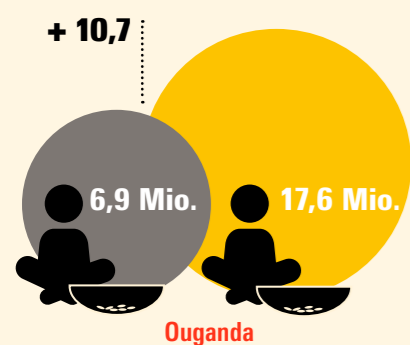
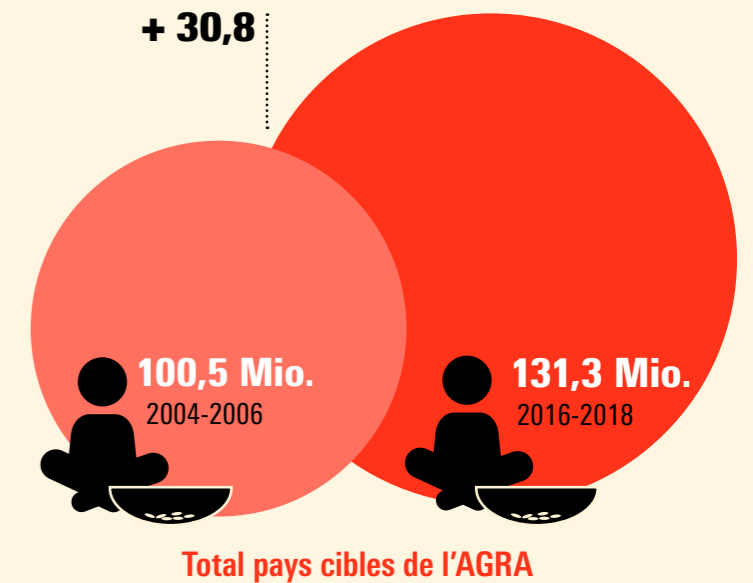
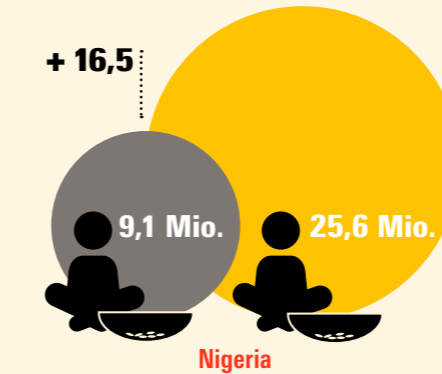
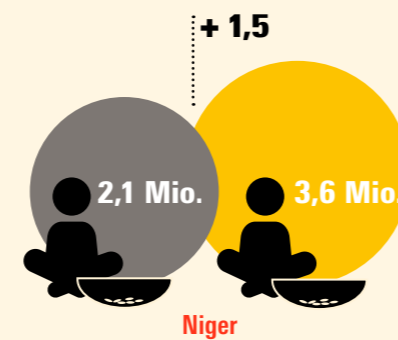
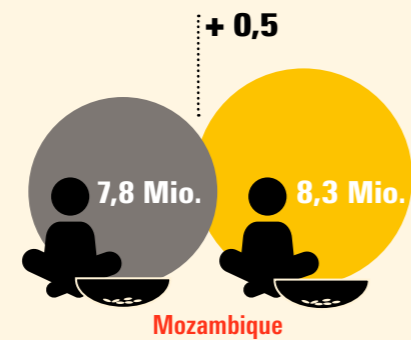
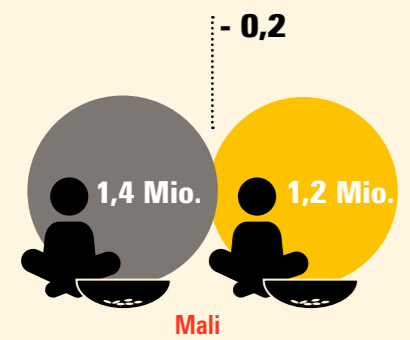
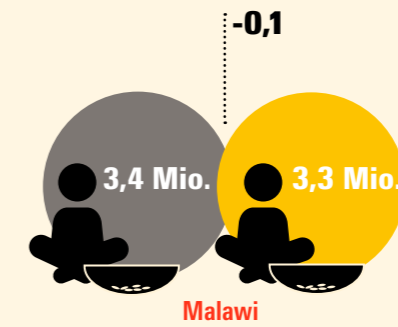
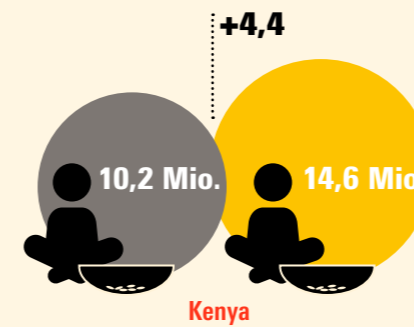
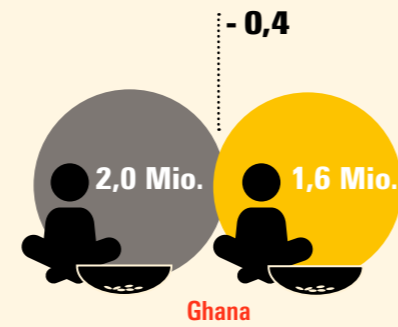
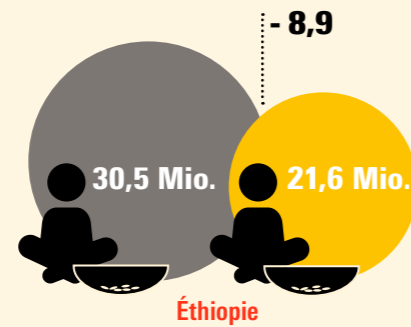
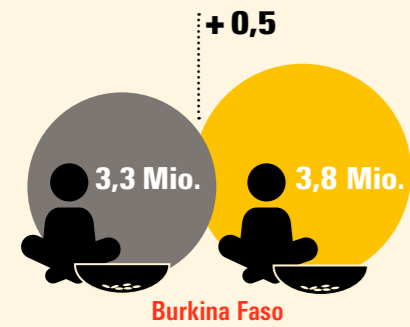
Les données statistiques montrent que les rendements du maïs ont augmenté dans l'ensemble. Cette hausse de la production résulte avant tout d'une augmentation de 146 % des surfaces consacrées à cette céréale. Les cultures vivrières de ce petit pays densément peuplé ont donc dû, dans l'ensemble, céder du terrain. Certains rapports indiquent que le gouvernement aurait même interdit leur mise en champ dans plusieurs régions. Avant l'AGRA, les cultures vivrières comme le sorgho, le manioc, la patate douce et autres racines et tubercules étaient dominantes par rapport au maïs. Depuis le lancement de l'initiative, les surfaces de culture du manioc ont diminué de 16 % et celles du sorgho de 17 %.⁹¹

Selon des rapports récents, le gouvernement rwandais a appliqué le programme de la Révolution Verte avec une rigueur implacable. Des amendes ont été infligées aux petit-e-s

producteur-riche-s refusant de planter du maïs ou d'autres « cultures approuvées par le programme ». ⁹² Les modes de production traditionnels, tels que les cultures mixtes, qui font appel à une grande variété de plantes vivrières, en ont pâti. Les petit-e-s agriculteur-riche-s ont également été obligé-e-s de recourir à des engrais de synthèse fortement subventionnés. D'autres programmes les ont contraint-e-s à faire pousser des cultures données ou à utiliser des semences commerciales. La plupart de ceux-elles qui se sont opposé-e-s au régime coercitif de la Révolution Verte ont perdu leurs terres ou mis leur production entièrement à l'arrêt. Le président Paul Kagame ayant assoupli certaines de ces dispositions restrictives à l'approche des élections de 2017, une plus grande diversification des cultures a pu être récemment observée. Néanmoins, la culture du maïs, comme celle d'autres variétés prioritaires, continue d'être largement subventionnée et promue. ⁹³

Pendant la période AGRA, la progression de l'extrême pauvreté ⁹⁴ est restée élevée dans le pays, ne diminuant que de trois pour cent entre 2006 et 2018 pour atteindre 60 pour cent – un taux alarmant. ⁹⁵ Bien que la sous-nutrition ait reculé de 8 % pour atteindre 37 %, le nombre de personnes souffrant de la faim chronique a augmenté de 500 000, à 4,5 millions. La lutte contre la faim au Rwanda a été plus efficace au cours des douze années précédant l'AGRA qu'elle ne l'est actuellement : le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation avait alors diminué de 500 000.

Progression de la faim pendant les années AGRA



■ Nombre de personnes sous-alimentées entre 2004 et 2006
 ■ Nombre de personnes sous-alimentées entre 2016 et 2018

Source : FAOSTAT : Indicateurs de sécurité alimentaire, www.fao.org/faostat/en/#data/FS, [consulté en octobre 2019]

4.3 Objectif n°3 : augmentation des revenus pour les petit-e-s producteur-riche-s et lutte contre la faim **non atteint**

A ce jour, l'AGRA n'a encore fourni aucune preuve d'une augmentation des revenus pour les participant-e-s aux projets, sans même parler du doublement promis. En réalité, elle se contente de fournir des rapports anecdotiques sur

l'amélioration du bien-être des petit-e-s producteur-riche-s. Les données de la FAO indiquent toutefois que le nombre de personnes souffrant de la faim dans les pays cibles a augmenté de 30 % pendant la durée du programme.

Les données de la FAO sur la progression de la faim dans les principaux pays bénéficiaires de l'AGRA indiquent une augmentation en chiffres absolus. Le nombre total de personnes souffrant de la faim dans ces pays cibles est passé de 100,5 (avant l'AGRA) à 131,3 millions (2018). L'Éthiopie est le seul pays dans lequel on constate une forte diminution. Ce nombre a en revanche largement augmenté au Nigeria et en Ouganda : au total, il a été multiplié par deux sur les douze ans d'enquête, entre 2004-2006 et 2016-2018.⁹⁶

Dans plusieurs pays cibles, le pourcentage de la population souffrant de la faim a diminué, de sorte qu'un progrès relatif, mais non absolu, a pu être observé. Dans quatre pays – Kenya, Niger, Nigeria et Ouganda –, on constate une hausse à la fois des valeurs relatives et absolues. Pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, on dénombre 50 millions de personnes supplémentaires souffrant de sous-alimentation pour un total de 230 millions, alors que le pourcentage n'a que légèrement diminué, passant de 24,3 à 22,5.⁹⁷ Les chiffres actuels de la FAO sur l'insécurité alimentaire moyenne à aiguë sont alarmants. En Afrique subsaharienne, le nombre de personnes exposées à l'insécurité alimentaire s'élèverait à 600 millions, soit une augmentation de plus de 100 millions depuis 2014. Elle toucherait environ 60 % des personnes vivant en Afrique subsaharienne. Au Ghana, si le nombre de personnes souffrant de détresse alimentaire aiguë représente « seulement » 5,5 %, l'insécurité alimentaire touche près de 50 % de la population. Au Kenya, ce pourcentage est passé de 29 à 57 %. En Tanzanie, près de 70 % de la population souffre de la faim ou d'insécurité alimentaire. Au Malawi, souvent cité en exemple de réussite des programmes de la Révolution Verte, 82 % de la population souffrirait d'insécurité alimentaire.⁹⁸

Réduction drastique de la pauvreté : l'action de l'AGRA reste insuffisante

Les statistiques nationales sur les revenus en milieu rural, qui permettraient de mieux évaluer l'impact de l'AGRA sur les bénéfices des petit-e-s agriculteur-riche-s, sont quasi inexistantes. En outre, les études chiffrées portant sur la pauvreté rurale ne sont pas menées partout avec rigueur, et les données sont souvent incomplètes. La pauvreté rurale a tendance à être nettement plus élevée que la pauvreté urbaine, de sorte que les statistiques nationales correspondantes ne permettent pas de savoir si le niveau des revenus a véritablement augmenté ou non en milieu rural. Les informations disponibles sur la pauvreté rurale suggèrent une relative amélioration dans certains pays cibles de l'AGRA. Le taux de pauvreté rurale au Malawi, au Niger⁹⁹ et en Zambie

reste supérieur à 50 %. Il atteint même un niveau alarmant de 78 % en Zambie, où la situation ne s'est pas améliorée malgré une augmentation spectaculaire de la production de maïs.¹⁰⁰ La comparaison des taux de pauvreté dans les pays cibles entre 2006 et 2018, effectuée selon la définition du seuil international de l'extrême pauvreté (1,90 USD par personne et par jour),¹⁰¹ met en évidence un recul sensible de l'extrême pauvreté dans plusieurs des 13 pays cibles de l'AGRA, notamment en Éthiopie, au Burkina Faso et au

Mali. On observe néanmoins que, dans ces trois pays, la pauvreté n'a pas plus diminué pendant la période AGRA qu'au cours des 12 années qui l'ont précédée. Plus préoccupant encore : dans cinq pays de l'AGRA, la pauvreté a soit progressé, soit, partant d'un niveau très élevé, très peu diminué. Au Kenya, au Malawi et en Zambie, les taux de pauvreté nationaux ont augmenté, tandis qu'au Nigeria et au Rwanda, ils n'ont presque pas évolué, à respectivement 55 % et 60 %.¹⁰²

Doublement des rendements revient-il

à doubler les revenus ?

L'AGRA justifie sa promotion des engrais de synthèse et semences hybrides par le doublement des rendements qu'elle occasionnerait par ce biais. Selon sa logique, en multipliant par deux la productivité, il serait possible de doubler les revenus des petit-e-s producteur-riche-s. En effet, leurs ventes sur les marchés ne seraient-elles pas ainsi doublées, et par conséquent leurs gains également ? Ce raisonnement simpliste tient-il vraiment la route ?
























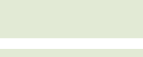

Le bénéfice brut est calculé à partir d'un montant réaliste pour le produit final, auquel sont soustraits les coûts de production variables, qui comprennent les dépenses relatives aux engrais, pesticides, semences hybrides, et à l'utilisation de machines, entre autres. Les coûts fixes tels que le loyer, les hypothèques ou les impôts à payer doivent également être déduits. On ne peut tirer de conclusions sur le bénéfice brut et le revenu net des agriculteur-riche-s qu'après avoir effectué cette série d'opérations.

Lorsque le bénéfice brut est calculé par culture, on observe certes une hausse du revenu des agriculteur-riche-s qui suivent le modèle AGRA. Cependant, étant donné que les coûts variables augmentent également, la multiplication par deux de la production par hectare n'entraîne pas automatiquement un doublement du revenu – d'autant plus que ces petit-e-s producteur-riche-s sont obligé-e-s d'acheter beaucoup plus d'intrants qu'auparavant. En outre, la stratégie AGRA ne tient pas compte des énormes fluctuations du prix de vente des plantes vivrières telles que le maïs. Dans la plupart des pays africains, les prix baissent au moment de la récolte, selon le principe de l'offre et de la demande. Les petit-e-s producteur-riche-s, moins que quiconque, ne peuvent se permettre de différer la vente de leurs récoltes : ils ont besoin de ce revenu dans l'immédiat afin d'assurer leur survie, ou n'ont pas les capacités de stockage nécessaires pour vendre à une date ultérieure leur marchandise à un meilleur prix. La formule de l'AGRA « doublement du rendement = doublement des revenus », sur laquelle repose l'un de ses principaux engagements, est donc tout simplement erronée.

Situation de la pauvreté dans les 13 pays cibles de l'AGRA

Comparaison entre les années précédant l'AGRA et les années AGRA

Évolution du taux de pauvreté pour les revenus de 1,90 USD/jour en pourcent

	Période pré-AGRA 1994-2006 (évolution)	Période AGRA 2006-2018 (évolution)
Burkina Faso	 -24%	 -24%
Éthiopie	 -27%	 -27%
Ghana	 -14%	 -15%
Kenya	 +5%	 +4%
Malawi	 +3%	 +4%
Mali	 -34%	 -27%
Mozambique	 -14%	 -15%
Niger	 -17%	 -18%
Nigeria	0%	 -1%
Ouganda	 -12%	 -11%
Rwanda	 -4%	 -3%
Tanzanie	 -15%	 -15%
Zambie	 +11%	 +2%

Remarque : Définition de l'extrême pauvreté : 1,90 USD/jour selon la PPA de 2011

Source : ReSAKSS - Regional Strategic Analysis and Knowledge Support System 2019, disponible sur : www.resakss.org/

4.4 Bilan de l'AGRA : les objectifs fixés n'ont pas été atteints

Alors que les échéances prévues pour 2020 et 2021 approchent, les données disponibles montrent que l'AGRA et la stratégie de la Révolution Verte n'améliorent pas la situation des petit-e-s producteur-ric-e-s.

Dans l'ensemble, rien ne prouve que l'AGRA et les autres programmes de la Révolution Verte aient eu un impact positif notable sur les revenus et la sécurité alimentaire des petit-e-s agriculteur-ric-e-s. Étant donné que le programme AGRA n'a bénéficié qu'à un faible nombre d'entre eux-elles, et que la hausse de la productivité est limitée et inégale pour les cultures prioritaires, il n'est pas étonnant de constater que seule une minorité de petit-e-s exploitant-e-s a vu sa qualité de vie s'améliorer grâce à l'action de l'AGRA ou des programmes connexes de la Révolution Verte.

Le bilan n'est pas réjouissant pour l'ensemble des pays cibles de l'AGRA, avec une faible augmentation des rende-

ments pour les aliments de base et une hausse générale des taux de sous-alimentation. Dans neuf des 13 principaux bénéficiaires du programme, la détresse alimentaire s'accroît. Au Rwanda, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté de 13 %, alors que la productivité n'a progressé que de 24 %.

Un seul pays, l'Éthiopie, se rapproche des objectifs fixés par les défenseur-se-s de la Révolution Verte, avec une augmentation de 73 % de la productivité et une diminution de 29 % du nombre de personnes souffrant de la faim. Cependant, ces améliorations sont loin de correspondre aux promesses de l'AGRA de doubler la productivité et de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées. Le Ghana et le Mali sont les seuls autres principaux pays cibles de l'AGRA à afficher une croissance relativement bonne de la productivité associée à une diminution de la faim.



L'agroécologie constitue une excellente alternative à l'AGRA.

Photo: flickr.com/Thousand Currents

5 L'agroécologie comme alternative

Le rapport sur l'agroécologie récemment publié par le Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) du Comité des Nations unies sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) apporte une nouvelle preuve de l'échec de la Révolution Verte, et appelle explicitement à rompre avec ce modèle. Son résumé s'ouvre sur ces phrases : « En termes de système alimentaire, nous sommes à la croisée des chemins. Il nous faut changer de voie. » Le rapport souligne l'importance de l'agroécologie, une pratique qui « encourage des systèmes de production diversifiés et durables dont l'élevage mixte, les cultures arables, la pêche et l'agroforesterie, et permet de préserver et d'améliorer la biodiversité, ainsi que les ressources naturelles de base ».¹⁰³

Depuis la création de l'AGRA, la recherche a fait beaucoup progresser : les chercheur-se-s ont non seulement mis en évidence les limites du modèle de la Révolution Verte (qui requiert une quantité considérable d'intrants) mais également fait valoir la viabilité d'autres approches. Le rapport « De l'uniformité à la diversité » du Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food, International Panel of Experts on Sustainable Food Systems), mis sur pied par l'ancien rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation Olivier De Schutter, résume et analyse avec justesse la littérature consacrée à cette problématique.¹⁰⁴

On y trouve une longue liste de pratiques agricoles durables qui s'éloignent de la monoculture à forte intensité d'intrants. Les auteur-e-s mettent en garde contre les « lock-ins », ou effets de verrouillage, susceptibles d'entraver les changements indispensables aux yeux d'une large majorité d'experts (du GIEC à la FAO). Dans leur rapport, il-elle-s identifient sept lock-ins, parmi lesquels la « path dependence », c'est-à-dire la tendance des systèmes économiques à suivre un mode de développement défini sans jamais avoir l'opportunité de s'en écarter ou de l'abandonner. L'AGRA semble emprunter la voie toute tracée de l'agriculture à forte intensité d'intrants, et celle-ci est jalonnée de nombreuses embûches pour les petit-e-s producteur-ric-e-s. Un article publié récemment dans la revue Food Policy analyse les

résultats des programmes de subventions aux intrants dans sept pays bénéficiaires. Ses auteur-e-s n'ont trouvé que très peu d'éléments attestant d'une amélioration continue ou durable ;¹⁰⁵ il-elle-s concluent : « Les résultats empiriques semblent confirmer que les semences et les engrais "optimisés" ne sont pas suffisants pour parvenir à des systèmes agricoles rentables, productifs et pérennes dans la plupart des régions d'Afrique ».¹⁰⁶

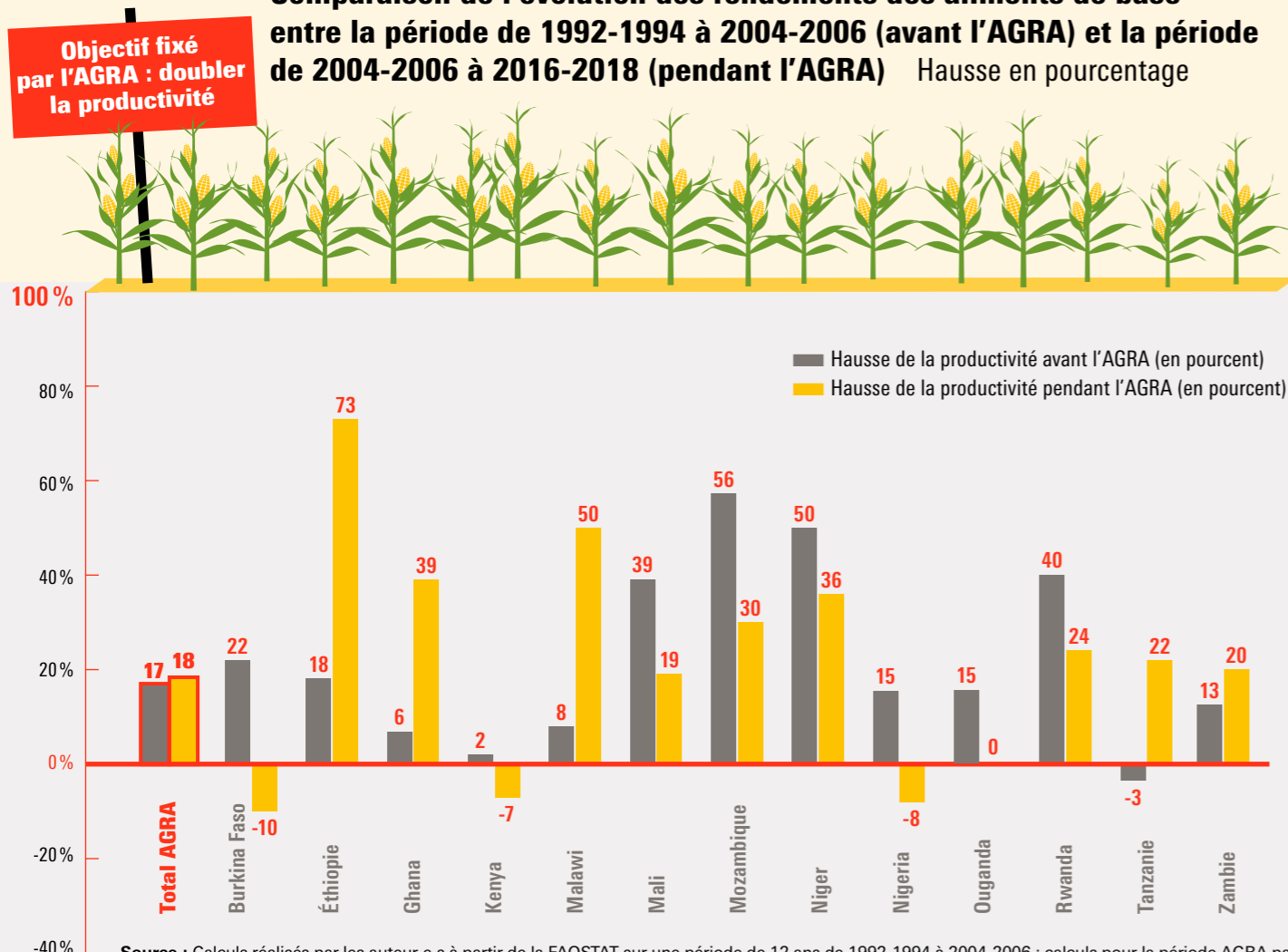
A ce jour, la plupart des petit-e-s producteur-ric-e-s africain-e-s n'est pas encore entièrement tributaire des intrants de la Révolution Verte, et ne fait pas partie des chaînes d'approvisionnement internationales qui imposent la production intensive de marchandises uniformes. Contrairement aux agriculteur-ric-e-s des pays du Nord, leur trajectoire n'est pas encore toute tracée : il-elle-s ont la possibilité d'emprunter une voie qui s'éloigne du modèle d'agriculture industrielle défendu par l'AGRA.

L'agroécologie offre aux petit-e-s producteur-ric-e-s l'approche innovante dont ils ont besoin : une agriculture qui respecte la nature et ses processus, dans le but d'encourager des pratiques de transformation du sol que la mise en place de bouquets technologiques, telle qu'envisagée par la Révolution Verte, rendrait impossibles. Ces pratiques se caractérisent notamment par l'aménagement de cultures vivrières mixtes sur un seul et même champ. Au lieu d'engrais de synthèse à base de combustibles fossiles, la fertilisation des terres est réalisée au moyen de compost, de fumier, de pailles, de légumineuses et d'engrais organiques. La lutte contre les nuisibles par des dispositifs écologiques permet également de réduire le recours aux pesticides. Les chercheur-se-s travaillent de concert avec les agriculteur-ric-e-s pour améliorer leurs semences agricoles et leur éviter de devoir les remplacer par des semences hybrides commerciales. Ainsi, il-elle-s ne sont pas contraint-e-s de racheter chaque année de nouvelles graines, ni de traiter leurs plantations avec des engrais chimiques afin d'obtenir des rendements suffisants.¹⁰⁷

Dans une étude sur l'efficacité de l'agroécologie dans certaines régions de l'Inde, du Sénégal et du Brésil, MISEREOR a montré que les exploitations qui suivaient ce modèle étaient parvenues, non seulement à augmenter leur productivité, mais également à améliorer leurs bénéfices. Le revenu moyen de ce type de structures a augmenté de 79 % en Inde, de 177 à 284 % au Brésil (en fonction des conditions semi-arides à tropicales) et de 36 % au Sénégal par rapport à la période précédant l'introduction des pratiques agroécologiques.¹⁰⁸ Dans une étude, Jules Pretty, de la University of Essex, a comparé l'évolution des rendements agricoles dans les pays du Sud lorsque différentes méthodes de culture respectueuses des ressources étaient employées. Résultat : les systèmes diversifiés ont permis d'obtenir des rendements 20 à 60 % supérieurs à ceux reposant sur une seule variété. Le bilan des semences paysannes adaptées aux conditions locales est donc très positif.¹⁰⁹

AGRA : une croissance limitée de la productivité

Comparaison de l'évolution des rendements des aliments de base entre la période de 1992-1994 à 2004-2006 (avant l'AGRA) et la période de 2004-2006 à 2016-2018 (pendant l'AGRA) Hausse en pourcentage



Source : Calculs réalisés par les auteur-e-s à partir de la FAOSTAT sur une période de 12 ans de 1992-1994 à 2004-2006 ; calculs pour la période AGRA par les chercheur-se-s de la Tufts University à partir de la FAOSTAT sur une période de 12 ans de 2004-2006 à 2016-2018. **Indice de rendement des aliments de base** : croissance relative des rendements pour le maïs, le millet, le sorgho, les racines et les tubercules. Pour Total AGRA, l'Éthiopie, le Nigeria et la Tanzanie, l'indice se base sur les céréales et les racines/tubercules. Pondération effectuée à partir du pourcentage de la surface cultivée totale.

Les gouvernements des pays du Nord et du Sud doivent quitter l'AGRA et mettre en œuvre des politiques adaptées aux besoins des petit-e-s producteur-riche-s.

Photo: flickr.com/Thousand Currents



6 Conclusions et recommandations

Force est de constater que l'AGRA a échoué, y compris selon ses propres critères d'évaluation. L'Alliance ne parvient pas à s'adresser à un grand nombre de petit-e-s producteur-riche-s, ni à accroître sensiblement la productivité à l'aide des méthodes qu'elle défend. Elle ne réussit pas non plus à augmenter les revenus, ni, a fortiori, à réduire la pauvreté et la faim. L'AGRA ne permettra donc pas de réaliser les objectifs de développement durable des Nations unies (Sustainable Development Goals, SDGs) – notamment l'objectif n°2 qui prévoit d'éradiquer la faim dans le monde.

Le présent rapport invalide les principaux postulats de la Révolution Verte :

– **La majorité des petit-e-s producteur-riche-s d'Afrique va-t-elle opter pour des semences à haut rendement et des engrais de synthèse ?** Non. L'AGRA centre son action sur la production de semences hybrides commerciales et leur mise à disposition par des négociants en produits agrochimiques. Or leur utilisation ne s'est pas généralisée malgré le soutien des prix par le gouvernement. Dans l'ensemble, les projets de l'AGRA n'ont bénéficié qu'à une faible minorité de petit-e-s agriculteur-riche-s.

– **L'utilisation accrue d'intrants commerciaux, tels que les semences et les engrais chimiques, permet-elle de doubler le rendement des cultures privilégiées par l'AGRA, comme le maïs ?** Non. Même si ces cultures sont de plus en plus répandues chez les petit-e-s producteur-riche-s (principalement en raison des subventions aux intrants), rien ne prouve formellement que les rendements aient augmenté de manière significative. Le taux annuel d'augmentation de la productivité au cours des années pré-AGRA n'a pas sensiblement varié depuis l'intervention de celle-ci.

– **La hausse de la production entraîne-t-elle une multiplication par deux du revenu familial net des petit-e-s**

producteur-riche-s ? Non, car la hausse des rendements observée est trop faible : pour de nombreux petit-e-s exploitant-e-s, le supplément de revenu résultant de récoltes plus abondantes ne permet même pas de couvrir les coûts d'achat des intrants requis. D'autre part, le prix des produits agricoles est si dérisoire que les agriculteur-riche-s seraient contraint-e-s de multiplier au minimum par trois leur surface cultivée pour doubler leurs revenus. L'AGRA s'emploie en outre à intégrer les bénéficiaires dans des chaînes d'approvisionnement (internationales) qui ont la réputation de sous-payer les producteur-riche-s (allant jusqu'à appliquer des prix inférieurs aux coûts de production dans de nombreux cas). En incitant les petit-e-s exploitant-e-s à ne plus faire appel à des modes de production agricole diversifiés, l'AGRA compromet la sécurité alimentaire, réduisant la diversité nutritionnelle et diminuant les capacités d'adaptation aux effets du changement climatique. Dans les 13 principaux pays cibles, la faim a d'ailleurs progressé de 30 %.

– **Les progrès réalisés sont-ils ancrés dans la durée ?** Non. L'augmentation temporaire des rendements due à l'utilisation des intrants de la Révolution Verte a tendance à s'estomper avec le temps, car la monoculture et les engrais de synthèse font baisser la fertilité des sols. Les agriculteur-riche-s deviennent tributaires des subventions aux intrants, qui diminuent à cause de politiques fiscales coercitives. Il-elle-s courent ainsi le risque de s'endetter pour acheter des intrants dont le prix reste tout de même élevé.

L'analyse approfondie des quatre études de cas (au Kenya, au Mali, en Zambie et en Tanzanie), ainsi que l'enquête réalisée au Rwanda, révèlent à nouveau que la stratégie de l'AGRA non seulement ne produit pas les effets escomptés, mais détériore la situation de ces exploitant-e-s.

Le cas de la Tanzanie démontre que l'asservissement du modèle AGRA à la logique de marché pousse les petits agriculteurs à **l'endettement**. Nombre d'entre eux-elles ont des difficultés à rembourser les dettes contractées pour investir dans les intrants lorsque les prix du maïs sont bas à l'issue de la récolte. Certain-e-s ont même été amené-e-s à vendre leur bétail pour s'acquitter de leurs obligations. Les projets AGRA en Zambie ont également conduit à l'endettement des petit-e-s producteur-riche-s participant au programme. Quelques un-e-s ont fait part de leur incapacité à rembourser les prêts dédiés aux engrais et aux semences de synthèse, et ce dès la première récolte.

Les projets AGRA ne donnent pas aux petit-e-s producteur-riche-s la **liberté de choisir** ce qu'il-elle-s souhaitent cultiver ni quel mode de production adopter. Dans le cadre d'un projet mis en place en Tanzanie, ceux-celles-ci ne sont autorisé-e-s à participer qu'à la condition de renoncer aux cultures mixtes. Chaque variété est alors aménagée sur un champ séparé, ce qui augmente les coûts de production et réduit la diversité des cultures. Au Rwanda, les petit-e-s exploitant-e-s agricoles se sont vus obligé-e-s de faire pousser du maïs ou d'autres variétés autorisées sous peine d'amende. Les agriculteur-riche-s ont également été contraint-e-s d'utiliser des engrais de synthèse fortement subventionnés. Dans le cadre de projets au Kenya, les agriculteur-riche-s n'avaient la possibilité de choisir ni quelle semence de maïs, ni quels engrais ou pesticides chimiques utiliser. Comme le montrent les entretiens que nous avons menés auprès de producteur-riche-s participant à l'AGRA, les responsables de projet partent du principe que les négociants en produits agrochimiques prennent les « meilleures » décisions pour les agriculteur-riche-s, mettant en péril leur droit à l'autodétermination et à la souveraineté alimentaire.

L'approche AGRA conduit également les petit-e-s producteur-riche-s à réduire la culture de variétés traditionnelles pour se focaliser essentiellement sur un nombre restreint de plantes vivrières. Il en résulte non seulement un déclin des espèces alimentaires nutritives et résistantes au climat, mais aussi une régression des systèmes semenciers rentables, sûrs et efficaces. Avant le lancement de l'AGRA dans la région, le sorgho, la patate douce, ainsi que d'autres racines et tubercules, constituaient les principales espèces vivrières au Rwanda. Les données statistiques disponibles pour les 13 pays cibles montrent que la production de millet a baissé de 24 % sous l'ère AGRA. Dans l'ensemble, les racines et tubercules, qui regroupent des variétés traditionnelles nutritives telles que la patate douce, ont vu leur rendement diminuer de 7 %. Les arachides, source importante de protéines dans de nombreux pays, ont enregistré une baisse de rendement alarmante de 23 %.

Le recours aux technologies de la Révolution Verte est susceptible d'avoir un impact positif sur la productivité des exploitations agricoles de taille moyenne bénéficiant d'un accès satisfaisant aux terres, marchés et autres

ressources. Compte tenu de la forte progression de la faim et de la pauvreté chez les petit-e-s exploitant-e-s, il convient néanmoins de considérer en priorité l'agroécologie, en tant que mode de production durable et adapté aux aléas climatiques, comme solution alternative à l'AGRA.

Recommandations découlant des conclusions du présent rapport :

Les **gouvernements donateurs** des pays du Nord doivent cesser de promouvoir l'AGRA, sous quelque forme que ce soit, et axer leur soutien politique et financier sur des programmes qui favorisent les petit-e-s exploitant-e-s agricoles et bénéficient en particulier aux femmes et aux jeunes. Ils sont appelés à encourager davantage les systèmes de culture écologiquement durables et adaptés aux changements climatiques, tels que l'agroécologie. Cette dernière bénéficie d'une reconnaissance et d'un soutien accrus de la part du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres institutions gouvernementales internationales donatrices dans le monde entier.

Le **gouvernement allemand** doit mettre un terme à son soutien politique et financier de l'AGRA et d'autres programmes de la Révolution Verte en investissant dans des programmes agroécologiques. Il doit également créer une coalition de donateurs internationaux pour soutenir l'initiative de la FAO en faveur de l'agroécologie « Scaling Up Agroecology ».

Les gouvernements africains doivent quitter l'AGRA et les autres programmes de la Révolution Verte, arrêter les programmes destinés à subventionner des intrants coûteux et inefficaces et investir plutôt dans des programmes de développement agricole plus pérennes qui peuvent répondre aux besoins des petit-e-s producteur-riche-s, combattre la faim et la malnutrition, et qui sont résilients au changement climatique.

A l'échelle mondiale, l'ensemble des gouvernements doit mettre en œuvre les obligations découlant du Droit à l'alimentation, y compris les autres accords internationaux, en particulier les « Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers » (Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure, VGGT), la Déclaration des Nations unies sur les Droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales, (UN Declaration on the Rights of Peasants and Other People Working in Rural Areas, UNDPOP) et le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture, ITPGRFA, également connu sous le nom de Traité sur les droits des agriculteur-riche-s ou Traité sur les Semences).

Doublement de la productivité d'ici 2020 prévu par l'AGRA : bilan d'étape

Production, rendement et surface cultivée de cultures vivrières choisies dans les 13 pays cibles de l'AGRA

Évolution en pourcentage : période pré-AGRA (moyenne 2004-2006)
à période AGRA (moyenne 2016-2018)

			Maïs	Riz (en champs)	Blé	Millet	Sorgho	Total céréales	Manioc	Total racines/ tubercules	Arachides (non décortiquées)	Graines de soja	Total fruits à coque	Index de rendement des aliments de base*
Total AGRA	Évolution en %	Production	87 %	163 %	93 %	-24 %	17 %	55 %	42 %	42 %	17 %	58 %	80 %	18 %
		Rendement	29 %	41 %	51 %	-21 %	3 %	27 %	-6 %	-7 %	-23 %	18 %	51 %	
		Surface cultivée	45 %	87 %	28 %	-5 %	13 %	22 %	51 %	51 %	52 %	35 %	19 %	
	Surface (ha), moy. sur 3 ans 2016–18	23.713.981	7.610.751	2.093.972	14.131.237	17.223.546	69.127.338	11.087.570	24.348.037	7.465.312	1.358.705	19.621.922		
	% de la surface cultivée totale	16,7 %	5,4 %	1,5 %	10,0 %	12,1 %	48,7 %	7,8 %	17,1 %	5,3 %	1,0 %	13,8 %		
Burkina Faso	Évolution en %	Production	125 %	209 %	-	-12 %	11 %	33 %	-7 %	0 %	74 %	410 %	50 %	-10 %
		Rendement	0 %	-12 %	-	-14 %	-13 %	-1 %	-44 %	-9 %	6 %	-7 %	2 %	
		Surface cultivée	128 %	246 %	-	2 %	27 %	34 %	67 %	7 %	64 %	441 %	48 %	
	Surface (ha), moy. sur 3 ans 2016–18	962.432	168.467	0	1.267.950	1.769.671	4.183.169	3.642	16.653	513.579	23.790	1.303.745		
	% de la surface cultivée totale	15,8 %	2,8 %	0,0 %	20,8 %	29,0 %	68,6 %	0,1 %	0,3 %	8,4 %	0,4 %	21,4 %		
Éthiopie	Évolution en %	Production	115 %	1,119 %	126 %	150 %	157 %	116 %	-	67 %	395 %	4,999 %	121 %	73 %
		Rendement	71 %	62 %	74 %	83 %	86 %	81 %	-	7 %	70 %	557 %	83 %	
		Surface cultivée	24 %	653 %	30 %	38 %	39 %	19 %	-	56 %	190 %	840 %	20 %	
	Surface (ha), moy. sur 3 ans 2016–18	2.181.662	48.112	1.720.835	478.592	1.850.154	10.364.300	0	1.351.409	79.897	38.443	1.593.952		
	% de la surface cultivée totale	12,4 %	0,3 %	9,8 %	2,7 %	10,5 %	59,1 %	0,0 %	7,7 %	0,5 %	0,2 %	9,1 %		
Ghana	Évolution en %	Production	70 %	180 %	-	3 %	-14 %	67 %	97 %	84 %	2 %	-	137 %	39 %
		Rendement	26 %	31 %	-	14 %	8 %	36 %	56 %	54 %	30 %	-	70 %	
		Surface cultivée	35 %	113 %	-	-10 %	-21 %	23 %	26 %	20 %	-22 %	-	40 %	
	Surface (ha), moy. sur 3 ans 2016–18	1.022.465	258.284	0	169.533	243.670	1.691.775	979.076	1.722.596	356.227	93.016	536.125		
	% de la surface cultivée totale	13,8 %	3,5 %	0,0 %	2,3 %	3,3 %	22,9 %	13,2 %	23,3 %	4,8 %	1,3 %	7,2 %		
Kenya	Évolution en %	Production	26 %	66 %	-34 %	5 %	33 %	16 %	60 %	-5 %	-14 %	2 %	108 %	-7 %
		Rendement	-4 %	0 %	-16 %	22 %	-13 %	-8 %	34 %	-28 %	69 %	9 %	54 %	
		Surface cultivée	31 %	63 %	-20 %	-15 %	49 %	26 %	21 %	29 %	-49 %	-6 %	36 %	
	Surface (ha), moy. sur 3 ans 2016–18	2.190.596	28.394	123.999	97.391	203.863	2.667.246	66.174	315.633	8.020	2.295	1.800.168		
	% de la surface cultivée totale	34,6 %	0,4 %	2,0 %	1,5 %	3,2 %	42,1 %	1,0 %	5,0 %	0,1 %	0,0 %	28,4 %		
Malawi	Évolution en %	Production	57 %	74 %	-58 %	42 %	104 %	58 %	103 %	108 %	102 %	259 %	127 %	50 %
		Rendement	51 %	38 %	26 %	6 %	33 %	47 %	38 %	56 %	23 %	49 %	78 %	
		Surface cultivée	6 %	27 %	-67 %	34 %	53 %	9 %	47 %	46 %	64 %	138 %	27 %	
	Surface (ha), moy. sur 3 ans 2016–18	1.694.930	60.843	639	53.766	103.005	1.913.183	232.678	483.482	388.206	172.409	732.162		
	% de la surface cultivée totale	44,6 %	1,6 %	0,0 %	1,4 %	2,7 %	50,3 %	6,1 %	12,7 %	10,2 %	4,5 %	19,3 %		
Mali	Évolution en %	Production	414 %	221 %	391 %	67 %	106 %	181 %	84 %	281 %	40 %	297 %	233 %	19 %
		Rendement	63 %	59 %	52 %	9 %	1 %	60 %	-7 %	0 %	0 %	-69 %	211 %	
		Surface cultivée	213 %	101 %	224 %	53 %	101 %	75 %	95 %	290 %	41 %	1,153 %	7 %	
	Surface (ha), moy. sur 3 ans 2016–18	1.131.103	857.345	9.413	2.118.044	1.497.550	5.659.208	6.454	64.561	382.424	16.400	323.645		
	% de la surface cultivée totale	17,2 %	13,1 %	0,1 %	32,3 %	22,8 %	86,3 %	0,1 %	1,0 %	5,8 %	0,2 %	4,9 %		

			Maïs	Riz (en champs)	Blé	Millet	Sorgho	Total céréales	Manioc	Total racines/ tubercules	Arachides (non décortiquées)	Graines de soja	Total fruits à coque	Index de rendement des aliments de base*
Mozambique	Évolution en %	Production	42%	39%	173%	-20%	-41%	24%	58%	54%	5%	-	4%	30%
		Rendement	27%	-32%	-1%	-9%	-13%	19%	44%	43%	-12%	-	45%	
		Surface cultivée	9%	107%	177%	-16%	-33%	4%	9%	6%	16%	-	-28%	
	Surface (ha), moy. sur 3 ans 2016–18	1.761.605	184.091	15.704	33.470	198.640	2.117.972	1.097.921	1.180.922	402.608	0	739.848		
	% de la surface cultivée totale	29,6%	3,1%	0,3%	0,6%	3,3%	35,6%	18,5%	19,8%	6,8%	0,0%	12,4%		
Niger	Évolution en %	Production	341%	47%	-26%	50%	137%	71%	130%	179%	248%	-	274%	36%
		Rendement	53%	14%	66%	26%	55%	32%	46%	64%	29%	-	141%	
		Surface cultivée	234%	30%	-52%	20%	53%	30%	57%	69%	170%	-	58%	
	Surface (ha), moy. sur 3 ans 2016–18	26.101	25.756	2.634	7.087.585	3.773.913	10.930.573	12.001	22.427	870.804	0	5.564.534		
	% de la surface cultivée totale	0,1%	0,1%	0,0%	39,8%	21,2%	61,3%	0,1%	0,1%	4,9%	0,0%	31,2%		
Nigeria	Évolution en %	Production	72%	156%	-4%	-75%	-23%	10%	42%	36%	-16%	24%	7%	-8%
		Rendement	7%	40%	-17%	-49%	-10%	5%	-20%	-23%	-34%	4%	30%	
		Surface cultivée	64%	83%	18%	-52%	-14%	5%	78%	79%	29%	19%	-17%	
	Surface (ha), moy. sur 3 ans 2016–18	5.998.071	4.622.087	71.276	2.278.457	6.198.736	19.352.657	6.598.593	15.299.257	2.803.902	724.167	3.551.798		
	% de la surface cultivée totale	14,8%	11,4%	0,2%	5,6%	15,3%	47,8%	16,3%	37,8%	6,9%	1,8%	8,8%		
Ouganda	Évolution en %	Production	142%	79%	47%	-67%	-28%	51%	-50%	-47%	-1%	-82%	71%	0%
		Rendement	64%	93%	-9%	-12%	-50%	31%	-75%	-39%	-48%	-43%	134%	
		Surface cultivée	48%	-7%	62%	-63%	44%	15%	124%	-13%	91%	-68%	-27%	
	Surface (ha), moy. sur 3 ans 2016–18	1.158.047	95.586	15.156	155.405	426.232	1.850.426	877.664	1.321.753	430.792	46.569	742.063		
	% de la surface cultivée totale	12,7%	1,1%	0,2%	1,7%	4,7%	20,3%	9,6%	14,5%	4,7%	0,5%	8,2%		
Rwanda	Évolution en %	Production	305%	98%	-46%	28%	-18%	82%	30%	3%	76%	1%	89%	24%
		Rendement	66%	-19%	46%	-45%	0%	27%	55%	6%	-24%	-19%	23%	
		Surface cultivée	146%	147%	-60%	132%	-17%	43%	-16%	-3%	129%	26%	54%	
	Surface (ha), moy. sur 3 ans 2016–18	276.948	33.073	9.112	11.624	150.566	481.322	103.763	425.154	39.011	50.956	558.698		
	% de la surface cultivée totale	19,8%	2,4%	0,7%	0,8%	10,7%	34,3%	7,4%	30,3%	2,8%	3,6%	39,9%		
Tanzanie	Évolution en %	Production	59%	159%	9%	35%	13%	71%	-4%	44%	153%	104%	114%	22%
		Rendement	15%	40%	-56%	28%	4%	23%	-2%	18%	11%	25%	41%	
		Surface cultivée	38%	85%	146%	5%	9%	39%	-2%	22%	123%	70%	52%	
	Surface (ha), moy. sur 3 ans 2016–18	4.084.119	1.201.393	101.008	334.579	782.779	6.559.010	930.054	1.903.498	937.448	5.626	2.110.837		
	% de la surface cultivée totale	26,1%	7,7%	0,6%	2,1%	5,0%	41,9%	5,9%	12,2%	6,0%	0,0%	13,5%		
Zambie	Évolution en %	Production	153%	143%	49%	-19%	-31%	137%	2%	13%	134%	437%	38%	20%
		Rendement	27%	8%	7%	-3%	-11%	28%	0%	-4%	-9%	18%	4%	
		Surface cultivée	99%	120%	38%	-17%	-25%	84%	2%	18%	159%	381%	33%	
	Surface (ha), moy. sur 3 ans 2016–18	1.225.901	27.320	24.195	44.840	24.767	1.356.497	179.550	240.690	252.395	185.034	64.346		
	% de la surface cultivée totale	32,0%	0,7%	0,6%	1,2%	0,6%	35,4%	4,7%	6,3%	6,6%	4,8%	1,7%		

Source : FAOSTAT : Culture et récolte, <http://www.fao.org/faostat/fr/#data/QC>, [consulté en février 2020].

Remarques : Pourcentages d'évolution de la moyenne triennale entre 2004-2006 et 2016-2018, calculs des taux de variation effectués par les chercheurs de la Tufts University. Les valeurs moyennes triennales approximent les variations annuelles.

Unités : Production en tonne, rendement en tonne/hectare, surface cultivée en hectare. Le signe moins « - » indique qu'il n'existe pas de donnée dispo-

nible. *indice de rendement des aliments de base : Somme des augmentations de rendement par rapport à la surface cultivée du maïs, millet, sorgho, et des racines/tubercules.

Exception : Les données de Total AGRA, de l'Éthiopie, du Nigeria et de la Tanzanie correspondent à la somme relative de total céréales, et des racines/tubercules.

- Revolution. Irrigation and Food Production in Twentieth-Century India, Ph.D.- Dissertation, King's College London, Londres 2015. Disponible sur : https://kclpure.kcl.ac.uk/portal/files/54484756/2015_Subramanian_Kapil_1348311_ethesis.pdf, [consulté le 27 avril 2020].
- 30 Cf. p. ex. chapitre sur le Punjab indien dans : Joel K. Bourne Jr. : *The End of Plenty. The Race to Feed a Crowded World*, New York 2015.
- 31 Également connu sous le nom de rapport de l'IAASTD : IAASTD – Évaluation internationale des connaissances, des sciences et technologies agricoles pour le développement : Agriculture at a Crossroads. International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development, Washington DC 2009. Disponible sur : https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/8590/Agriculture_at_a_Crossroads_Global_Report.pdf?sequence=3&%3BisAllowed=, [consulté le 26 avril 2020]. En français : Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD). Résumé général à l'intention des décideurs. Disponible sur : http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/SC/pdf/Global_SDM_050508_French_01.pdf, [consulté le 11 mai 2020].
- 32 IPCC – GIEC : Special Report: Climate Change and Land, 2019. Disponible sur : www.ipcc.ch/srccl, [consulté le 9 mars 2020].
- 33 HLPE – Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition : Rapport #14. Approches agroécologiques et autres approches novatrices pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables propres à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, Rome 2019, p.163. Disponible sur : http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/HLPE/reports/HLPE_Report_14_FR.pdf, [consulté le 27 avril 2020].
- 34 FAO : L'agroécologie peut aider à améliorer la production alimentaire mondiale, communiqué de presse, Rome, 3 avril 2018. Disponible sur : <http://www.fao.org/news/story/fr/item/1113669/icode/>, [consulté le 29 avril 2020].
- 35 BMZ – Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement et la fondation Bill et Melinda Gates : Memorandum of Understanding between the German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development and the Bill & Melinda Gates Foundation, février 2017. Disponible sur : www.bmz.de/de/zentrale_downloadarchiv/Presse/1702145_BMZ_Memorandum.pdf, [consulté le 3 mai 2020].
- 36 Manitra A. Rakotoarisoa, Massimo Iafate, Marianna Paschali : Why Has Africa Become a Net Food Importer? Explaining Africa Agricultural and Food Trade Deficits, Trade and Markets Division, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome 2011, p. 1.
- 37 HLPE – Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition : Rapport #6. Paysans et entrepreneurs : investir dans l'agriculture des petits exploitants pour la sécurité alimentaire, Rome, juin 2013. Disponible sur : <http://www.fao.org/3/a-i2953f.pdf>, [consulté le 29 avril 2020].
- 38 NEPAD : CAADP. Overview, entrée du site web. Disponible sur : <https://www.nepad.org/fr/node/8988>, [consulté le 21 mai 2020].
- 39 Banque africaine de développement : Déclaration d'Abuja sur les engrais en faveur de la révolution verte africaine, entrée du site web. Disponible sur : <https://www.afdb.org/fr/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/afrika-fertilizer-financing-mechanism/about-afm/abuja-declaration>, [consulté le 6 mai 2020].
- 40 Programmes actuels : « Politique et influence », « Entreprises agricoles », « Intrants », « Marchés », « Processus et stockage » et « Finances ». Pour plus d'informations, voir page d'accueil de l'AGRA à l'adresse : <https://agra.org/>, [consulté le 29 avril 2020].
- 41 Les chiffres sont issus des mêmes sources que pour la carte « Pays de l'AGRA ».
- 42 Signée par 20 pays industrialisés à son origine, la Convention UPOV est aujourd'hui vouée à être appliquée dans le monde entier. L'introduction de la Convention UPOV de 1991, qui prévoit une réglementation stricte en termes de vente, de stockage, de multiplication, de sélection et de certification des semences, marginaliserait les variétés paysannes et empêcherait les petit-e-s producteur-ric-e-s d'échanger ou de vendre librement leurs semences comme ils le faisaient jusqu'à présent. Selon une certaine interprétation de la Convention UPOV dans sa version de 1991, une pénalisation serait même envisagée.
- 43 CEDEAO – Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest : AGRA seeks partnership with ECOWAS to strengthen agri policies, ensure food security, 2020. Disponible sur : <http://parl.ecowas.int/2020/03/08/agra-seeks-partnership-with-ecowas-to-strengthen-agric-policies-ensure-food-security/>, [consulté le 1er juin 2020].
- 44 AGRA : Seeding an African Green Revolution. The PASS Journey, Nairobi 2017, p. 151-154. Disponible sur : <https://agra.org/wp-content/uploads/2018/02/PASS-Book-web.pdf>, [consulté le 6 mars 2020].
- 45 ACB – African Centre for Biodiversity : The African Fertiliser and Agribusiness Partnership (AFAP): The missing link in African Green Revolution?, Disponible sur : <https://www.acbio.org.za/wp-content/uploads/2014/11/acbio-AFAP-report.pdf>, [consulté le 2 juin 2020].
- 46 AFAP – Partenariat africain pour l'engrais et l'agro-industrie : Board of Directors, entrée du site web. Disponible sur : www.afap-partnership.org/about-us-2/board-of-directors/, [consulté le 2 juin 2020].
- 47 Olivier De Schutter, Direction générale des politiques internes de

- l'Union : The New Alliance for Food Security and Nutrition in Africa, Parlement européen, Bruxelles 2015. Disponible sur : <http://bookshop.europa.eu/uri?target=EUB:NOTICE:QA0415856:EN:HTML>, [consulté le 27 avril 2020].
- 48 AGRA : AGRA Annual Progress Report 2007–2016, Nairobi 2017. Disponible sur : <https://agra.org/AGRAOld/wp-content/uploads/2017/06/2016-AGRA-Progress-Report-Final.pdf>, [consulté le 26 avril 2020].
- 49 AGRA : Feeding Africa's Soils. Fertilizers to Support Africa's Agricultural Transformation, Nairobi 2019. Disponible sur : <https://agra.org/wp-content/uploads/2019/11/FeedingAfrica%E2%80%99sSoils.pdf>, [consulté le 1er mai 2020].
- 50 AGRA et al. : National Agricultural Seed Council Bill Factbook, s.d.. Disponible sur : <https://agra.org/wp-content/uploads/2019/12/National-Agricultural-Seeds-Council-Bill-Factbook.pdf>, [consulté le 6 mars 2020].
- 51 BMZ – Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement : One World - No Hunger Future of the rural world, International G20 Conference, Berlin, 27–28 April 2017. Disponible sur : https://www.bmz.de/en/publications/type_of_publication/information_flyer/Conference_Documentation_OneWorld_NoHunger.pdf, [consulté le 14 mai 2020].
- 52 BMZ – Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement : Partner for Change. Voices Against Hunger, Bonne 2017. Disponible sur : www.bmz.de/en/publications/type_of_publication/information_flyer/flyer/book_hunger.pdf, [consulté le 29 avril 2020].
- 53 BMZ – Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement : Mehr Jobs und Einkommen in den ländlichen Räumen Afrikas. Engere Kooperation mit der Alliance for Green Revolution in Africa (AGRA) vereinbart, communiqué de presse, 8 septembre 2017. Disponible sur : www.bmz.de/de/presse/aktuelleMeldungen/2017/sep-tember/170908_Mehr-Jobs-und-Einkommen-in-den-laendlichen-Raeumen-Afrikas/index.jsp, [consulté le 29 avril 2020].
- 54 Africa Green Revolution Forum 2019: AGRF 2019. Grow Digital. Leveraging Digital Transformation to Drive Sustainable Food Systems in Africa, Accra 2019. Disponible sur : https://agr.org/wp-content/uploads/2020/02/AGRF19-Report-2019_Compressed.pdf, [consulté le 2 mai 2020].
- 55 Informations issues d'entretiens menés entre décembre 2019 et février 2020 avec des petit-e-s producteur-ric-e-s, des fonctionnaires, des chercheur-se-s et des représentant-e-s de la société civile, sauf indication contraire. Pour des raisons de sécurité, les noms des personnes interrogées ne sont pas dévoilés.
- 56 AGRA : AGRA Annual Progress Report 2007–2016, Nairobi 2017. Disponible sur : <https://agra.org/AGRAOld/wp-content/uploads/2017/06/2016-AGRA-Progress-Report-Final.pdf>, [consulté le 26 avril 2020].
- 57 Ibid.
- 58 CARE – Cooperative for Assistance and Relief Everywhere: The ADAPT Project in Zambia. Successes and Lessons in Building a Scalable Network of Rural Agro-Dealers to Serve Smallholders, 2010. Disponible sur : https://insights.careinternational.org.uk/media/k2/attachments/CARE_ADAPT_Case_Study.pdf, [consulté le 27 avril 2020].
- 59 Déclaration du ministre zambien de l'agriculture Michael Katambo du 28 novembre 2019 sur la rétribution des négociants en produits agrochimiques.
- 60 Informations issues d'entretiens menés entre décembre 2019 et février 2020 avec des petit-e-s producteur-ric-e-s, des fonctionnaires, des chercheur-se-s et des représentant-e-s de la société civile, sauf indication contraire. Pour des raisons de sécurité, les noms des personnes interrogées ne sont pas dévoilés.
- 61 AGRA : Kilimo Tija Partnerships Support Youth Employment in Tanzania, entrée du site web. Disponible sur : <https://agra.org/kilimo-tija-partnerships-support-youth-employment-in-tanzania/>, [consulté le 29 avril 2020].
- 62 FAOSTAT : République-Unie de Tanzanie, statistiques en ligne. Disponible sur : <http://www.fao.org/faostat/fr/#country/215>, [consulté le 27 avril 2020].
- 63 Informations issues d'entretiens menés entre décembre 2019 et février 2020 avec des petit-e-s producteur-ric-e-s, des fonctionnaires, des chercheur-se-s et des représentant-e-s de la société civile, sauf indication contraire. Pour des raisons de sécurité, les noms des personnes interrogées ne sont pas dévoilés.
- 64 Informations issues d'entretiens menés entre décembre 2019 et février 2020 avec des petit-e-s producteur-ric-e-s, des fonctionnaires, des chercheur-se-s et des représentant-e-s de la société civile, sauf indication contraire. Pour des raisons de sécurité, les noms des personnes interrogées ne sont pas dévoilés.
- 65 Extrême pauvreté mesurée selon la définition de la Banque mondiale, qui fixe le seuil de l'extrême pauvreté à 1,90 USD par personne et par jour. Dans le présent rapport, nous n'utilisons pas les données nationales sur la pauvreté, car la méthodologie diffère d'un pays à l'autre et l'objectif de ce rapport est de suivre l'évolution de la pauvreté dans différents pays au fil du temps. Les auteur-e-s de ce document sont conscient-e-s que les taux de la Banque mondiale ne recouvrent pas tous les aspects

- importants de la pauvreté. Pour plus d'informations, voir : <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/topics/21164-poverty-data>, [consulté le 30 mai 2020].
- 66 Ce chapitre résume les résultats et analyses de l'étude Failing Africa's Farmers : « An Impact Assessment of the Alliance for a Green Revolution in Africa » de Timothy A. Wise, Medford 2020. Disponible sur : https://sites.tufts.edu/gdae/files/2020/07/20-01_Wise_FailureToYield.pdf
- 67 AGRA : AGRA Annual Progress Report 2007–2016, Nairobi 2017. Disponible sur : <https://agra.org/AGRAOld/wp-content/uploads/2017/06/2016-AGRA-Progress-Report-Final.pdf>, [consulté le 26 avril 2020].
- 68 AGRA : 2015 Annual Report, Nairobi 2016. Disponible sur : <http://agra.org/2015AnnualReport2015-progress/timeline>, [consulté le 29 avril 2020].
- 69 Sarah K. Lowder, Jakob Skoet, Terri Raney : The Number, Size, and Distribution of Farms, Smallholder Farms, and Family Farms Worldwide, 2016. Disponible sur : <https://reader.elsevier.com/reader/sd/pii/S0305750X15002703?token=23B4C5CFF58EFC5885C8E1716A26E1F35B79B008AD44034B51EC38C24913531B9ACD537C4D0491FCC63676D2FA0A764>, [consulté le 10 juillet 2020].
- 70 Certains pays africains mènent des enquêtes auprès des ménages qui permettent de collecter des données plus pertinentes. Toutefois, étant donné que tous les pays de l'AGRA ne réalisent pas de telles enquêtes ou que la continuité chronologique des données n'est pas toujours respectée, nous ne les mentionnons qu'à titre de complément.
- 71 Les chiffres se rapportent à l'exercice budgétaire 2010/11, cf. Thomas S. Jayne, Shahidur Rashid : Input Subsidy Programs in Sub-Saharan Africa. A Synthesis of Recent Evidence, dans : *Agricultural Economics* 6/2013, p. 547–562. Disponible sur : <https://doi.org/10.1111/agec.12073>, [consulté le 27 avril 2020].
- 72 Malawi's Finance Minister Gondwe Says 2018–2019 FISP Budget is for DPP Campaign, dans : *The Maravi Post*, 29 mai 2018. Disponible sur : www.maravipost.com/malawis-finance-minister-gondwe-says-2018-2019-fisp-budget-is-for-dpp-campaign/, [consulté le 27 avril 2020].
- 73 ACB – African Centre for Biodiversity : Farm Input Subsidy Programmes (FISPs): A Benefit for, or the Betrayal of, SADC's Small-Scale Farmers?, Johannesburg, juillet 2016. Disponible sur : www.db.zs-intern.de/uploads/1468387794-Input-Subsidies-Report-ACBio.pdf, [consulté le 27 avril 2020].
- 74 AGRA : Feeding Africa's Soils. Fertilizers to Support Africa's Agricultural Transformation, Nairobi 2019. Disponible sur : <https://agra.org/wp-content/uploads/2019/11/FeedingAfrica%E2%80%99sSoils.pdf>, [consulté le 1er mai 2020].
- 75 Antony Chapoto, Darlington Sabasi, Collins Asante-Addo : Fertilizer Intensification and Soil Fertility Impact on Maize Yield Response in Northern Ghana. Rencontre annuelle commune de l'AAEA et de la WAEA, 26–28 juillet 2015, San Francisco 2015. Disponible sur : <https://ideas.repec.org/p/ags/aaa15/205694.html>, [consulté le 27 avril 2020].
- 76 ACB – African Centre for Biodiversity : Green Revolution Dead-End in Malawi. Two Case Studies – AGRA's Pigeon Pea Project and Malawi's Agro-Dealer Strengthening Programme (MASP), Johannesburg, Mai 2016. Disponible sur : <https://www.acbio.org.za/wp-content/uploads/2016/06/Chinsinga-Report-ACBio-2016-06.pdf>, [consulté le 27 avril 2020].
- 77 Antony Chapoto, Brian Chisanga : Zambia: Agriculture Status Report 2016, publié par l'Institut de recherche sur les politiques agricoles Indaba, Lusaka 2016, p. 15, 16 et 20. Disponible sur : www.iapri.org.zm/images/TechnicalPapers/IAPRI-Booklet.pdf, [consulté le 27 avril 2020].
- 78 AGRA : AGRA Annual Progress Report 2007–2016, Nairobi 2017. Disponible sur : <https://agra.org/AGRAOld/wp-content/uploads/2017/06/2016-AGRA-Progress-Report-Final.pdf>, [consulté le 26 avril 2020].
- 79 Kwaw Andam, Simrin Makhija, David Spielman : Evaluation of the Impacts of a Soil Fertility Training Project on Farm Productivity in the Volta Region of Ghana, 3 janvier 2019. Disponible sur : <http://www.3ieimpact.org/sites/default/files/GFR-TW4.1022-Ghana-ISFM-Final-Report.pdf>, [consulté le 26 avril 2020].
- 80 AGRA : The Hidden Middle. A Quiet Revolution in the Private Sector Driving Agricultural Transformation, Nairobi 2019. Disponible sur : <https://agra.org/wp-content/uploads/2019/09/AASR2019-The-Hidden-Middleweb.pdf>, [consulté le 27 avril 2020].
- 81 Thomas S. Jayne et al. : Africa's Changing Farm Size Distribution Patterns. The Rise of Medium-Scale Farms, dans : *Agricultural Economics* 1/2016, p. 197–214. Disponible sur : <https://doi.org/10.1111/agec.12308>, [consulté le 27 avril 2020].
- 82 Marcus Kaplan, S. Bettighofer, S. Brüntrup-Seidemann, M. Noltze : Landwirtschaftliche Wertschöpfungsketten, publié par DEval, Bonn 2016, p. 123. Disponible sur : [www.deval.org/files/content/Dateien/Evaluierung/Berichte/2016_DEVal_WSK-Bericht%20\(barrierefrei\).pdf](http://www.deval.org/files/content/Dateien/Evaluierung/Berichte/2016_DEVal_WSK-Bericht%20(barrierefrei).pdf), [consulté le 27 avril 2020].
- 83 FAOSTAT pour les 13 pays cibles de l'AGRA : Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Nigeria, Rwanda, Tanzanie, Ouganda et Zambie. Disponible sur : <http://www.fao.org/faostat/fr/#home> [consulté le 2 mai 2020].
- 84 Voir pièce jointe 1 pour les valeurs des 13 pays cibles de l'AGRA.
- 85 FAOSTAT pour les 13 pays cibles de l'AGRA.

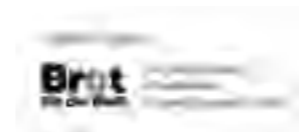
- 86 Voir pièce jointe 1 pour les valeurs des 13 pays cibles de l'AGRA.
- 87 Ibid.
- 88 Ibid.
- 89 Calculs internes réalisés à partir de la FAOSTAT.
- 90 Calculs réalisés par les éditeur-ric-e-s à partir de la FAOSTAT sur une période de 12 ans de 1992-1994 à 2004-2006, calculs pour la période AGRA par les chercheur-se-s de la Tufts University, à partir de la FAOSTAT sur une période de 12 ans de 2004-2006 à 2016-2018.
- 91 FAOSTAT. Voir pièce jointe 1 pour les valeurs des 13 pays cibles de l'AGRA.
- 92 Neil Dawson : Why the «Green Revolution» is Making Farmers Poorer in Rwanda, dans : *The Conversation*, 17 février 2016. Disponible sur : <https://theconversation.com/why-the-green-revolution-is-making-farmers-poorer-in-rwanda-54768>, [consulté le 27 avril 2020].
- 93 An Ansoms : The End of the New Green Revolution in Rwanda?, Review of African Political Economy (ROAPE), article de blog, 11 février 2020. Disponible sur : <http://roape.net/2020/02/11/the-end-of-the-new-green-revolution-in-rwanda/>, [consulté le 27 avril 2020]. Id. : Rwanda's Green Revolution, ROAPE, article de blog, 18 octobre 2017. Disponible sur : <http://roape.net/2017/10/18/rwandas-green-revolution/>, [consulté le 27 avril 2020]. Id. : Hunger in the Name of Development. Rwandan Farmers Under Stress, ROAPE, article de blog, 8 mars 2018. Disponible sur : <http://roape.net/2018/03/08/hunger-in-the-name-of-development-rwandan-farmers-under-stress/>, [consulté le 27 avril 2020].
- 94 Extrême pauvreté mesurée selon la définition de la Banque mondiale, qui fixe le seuil de l'extrême pauvreté à 1,90 USD par personne et par jour. Dans le présent rapport, nous n'utilisons pas les données nationales sur la pauvreté, car la méthodologie diffère d'un pays à l'autre et l'objectif de ce rapport est de suivre l'évolution de la pauvreté dans différents pays au fil du temps. Les auteur-e-s de ce document sont conscient-e-s que les taux de la Banque mondiale ne recouvrent pas tous les aspects importants de la pauvreté. Pour plus d'informations, voir : <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/topics/21164-poverty-data>, [consulté le 30 mai 2020].
- 95 RESAKSS – Regional Strategic Analysis and Knowledge Support System. Disponible sur : www.resakss.org/, [consulté le 10 mars 2020].
- 96 FAOSTAT : Données de la sécurité alimentaire, statistiques en ligne. Disponible sur : <http://www.fao.org/faostat/fr/#data/FS>, [consulté le 2 mai 2020].
- 97 Ibid.
- 98 Ibid.
- 99 Banque mondiale : Indicateurs du développement dans le monde, pauvreté rurale, 2017. Disponible sur : <https://databank.banquemondiale.org/reports.aspx?source=world-development-indicators>, [consulté le 25 février 2020].
- 100 Antony Chapoto, Nicholas J. Sitko (éd.) : *Agriculture in Zambia. Past, Present, and Future*, publié par l'Institut Indaba de recherche de politique agricole, Lusaka 2015.
- 101 Extrême pauvreté mesurée selon la définition de la Banque mondiale, qui fixe le seuil de l'extrême pauvreté à 1,90 USD par personne et par jour. Dans le présent rapport, nous n'utilisons pas les données nationales sur la pauvreté, car la méthodologie diffère d'un pays à l'autre et l'objectif de ce rapport est de suivre l'évolution de la pauvreté dans différents pays au fil du temps. Les auteur-e-s de ce document sont conscient-e-s que les taux de la Banque mondiale ne recouvrent pas tous les aspects importants de la pauvreté. Pour plus d'informations, voir : <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/topics/21164-poverty-data>, [consulté le 30 mai 2020].
- 102 RESAKSS – Regional Strategic Analysis and Knowledge Support System. Disponible sur : www.resakss.org/, [consulté le 25 février 2020].
- 103 HLPE – Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition : Rapport #14. Approches agroécologiques et autres approches novatrices pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables propres à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, Rome 2019. Disponible sur : http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/HLPE/reports/HLPE_Report_14_FR.pdf, [consulté le 27 avril 2020].
- 104 IPES-Food – Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables : De l'Uniformité et la Diversité. Changer de paradigme pour passer de l'agriculture industrielle à des systèmes agroécologiques diversifiés, Bruxelles 2016. Disponible sur : http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/Uniformiteala%20Diversite_IPES_FR_Full_web.pdf, [consulté le 27 avril 2020].
- 105 Thomas S. Jayne et al. : Review. Taking Stock of Africa's Second-Generation Agricultural Input Subsidy Programs, dans : *Food Policy*, Februar 2018, p. 1–14. Disponible sur : <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2018.01.003>, [consulté le 27 avril 2020].
- 106 Ibid.
- 107 Cf. analyses suivantes : «Special Issue on Agroecology Transformations», dans : *Agroecology Now!*, 24 février 2020. Disponible sur : <http://www.agroecologynow.com/new-special-issue-on-agroecology-transformations-connecting-the-dots-to-enable-agroecology-transformations/>, [consulté le 27 avril 2020]. IPES-Food – Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables : *Breaking Away from*

Industrial Food Systems. Seven Case Studies of Agroecological Transition, Bruxelles 2018. Disponible sur : www.ipes-food.org/_img/upload/files/CS2_web.pdf, [consulté le 27 avril 2020].

108 M. Jahi Chappell, et al. : Agroecology as a Pathway towards Sustainable Food Systems, Aix-la-Chapelle : MISEREOR, 2018. Disponible sur : www.misereor.org/fileadmin/user_upload/misereor_org/Publications/englisch/synthesis-report-agroecology.pdf, [consulté le 28 mai 2020].

109 Jules Pretty, Camilla Toulmin, Stella Williams : Sustainable intensification in African agriculture, dans : International Journal of Agricultural Sustainability 1/2011, p. 5-24. Disponible sur : www.fao.org/tempref/AG/agp/ca/CA_CoP_Apr13/Pretty_SI_in_African_Agriculture.pdf, [consulté le 28 mai 2020].

Avec le soutien financier du Ministère Fédéral de la Coopération économique et du Développement en Allemagne (BMZ) et l'appui de Pain pour le Monde à travers des moyens du service du développement de l'Église et de l'Office régional du développement du Land de Berlin. Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement les positions des bailleurs.





www.bibakenya.org



www.brot-fuer-die-welt.de



www.fian.de



www.forumue.de



www.inkota.de



www.irpadafrique.org



www.pelumzambia.org



www.rosalux.org



www.tabio.org



Tanzania Organic Agriculture Movement

www.kilimohai.org